



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547518_0056

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***



INTRODUCTION

La convention franco-italienne du 3 juin 1930 que nous nous proposons d'étudier n'est pas la première en date réglant l'exécution des jugements entre les deux pays.

Le premier accord sur ce point remonte au 24 mars 1760 et est formulé dans l'article 22 du traité des limites intervenu entre les rois de Sardaigne et de France ¹.

Laissant de côté les questions que cette convention a soulevées, quant à son existence et à son étendue, nous exposerons dans cette introduction très brièvement les principes et l'application de l'article 22 du traité complété par la déclaration du 11 septembre 1860 et nous signalerons les lacunes de ce traité.

1. L'article 22 du traité du 24 mars 1760 est ainsi conçu : « Pour étendre la réciprocité qui doit former le nœud de cette correspondance aux matières contractuelles et judiciaires, il est encore convenu :

Premièrement, que de la même manière que les hypothèques établies en France par actes publics ou judiciaires sont admises dans les tribunaux de sa Majesté le Roi de Sardaigne, l'on aura ainsi pareil égard dans les tribunaux de France pour les hypothèques qui seront constituées à l'avenir par contrats publics, soit par ordonnances ou jugement, dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

En second lieu, que pour favoriser l'exécution réciproque des décrets et jugements, les Cours suprêmes déféreront de part et d'autre à la forme du droit, aux réquisitoires qui leur seront adressés à ces fins, même sous le nom des dites Cours.

Enfin, que pour être admis en jugement, les sujets respectifs ne seront tenus de part et d'autre qu'aux mêmes cautions et formalités qui s'exigent de ceux du propre ressort, suivant l'usage de chaque tribunal. »

D'après l'article 22, complété par la déclaration de 1860², les décisions judiciaires de l'un des deux pays auront dans l'autre où l'on se propose de les exécuter l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire les juges du pays d'exécution dans l'instance en exequatur seront liés par la chose jugée, ils ne pourront en rien changer le dispositif de leur décision.

La déclaration du 11 septembre 1860 a, d'autre part, précisé les pouvoirs du juge, soit français, soit italien, chargé d'accorder l'exequatur à une décision de l'autre pays; elle l'oblige à se borner à la vérification de l'existence de trois conditions suivantes, mais ces conditions remplies, l'exequatur ne saurait être refusé.

- a) Compétence du juge dont émane le jugement.
- b) Comptabilité du jugement avec l'ordre public du pays où l'on se propose de lui donner exécution.
- c) Citation légale des parties; il faut qu'elles aient été légalement représentées ou déclarées défaillantes.

Conformément aux usages en vigueur à cette époque, l'exequatur était demandé au moyen de lettres rogatoi-

2. La Déclaration du 11 septembre 1860 dit, à propos de l'article 22 du Traité précité ce qui suit :

Désirant écarter à l'avenir toute espèce de doute ou difficulté dans l'application que les cours des deux pays sont appelées à en faire, les gouvernements de France et de Sardaigne, à la suite d'explications mutuellement échangées, sont convenus qu'il doit être interprété de la manière suivante :

Il est expressément entendu que les cours, en déférant à la forme du droit aux demandes d'exécution des jugements rendus dans chacun des deux Etats, ne devront faire porter leur examen que sur les trois points suivants, savoir :

- 1° Si la décision émane d'une juridiction compétente;
- 2° S'il a été rendu les parties dûment citées et légalement représentées ou défaillantes;
- 3° Si les règles du droit public ou les intérêts de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée ne s'opposent pas à ce que la décision du tribunal étranger ait son exécution.

La présente déclaration servira de règle aux tribunaux respectifs dans l'exécution du § 3 de l'article 22 du Traité de 1760.

res que la Cour, dont la décision émanait, délivrait à la partie gagnante, lettres par lesquelles la Cour sollicitait l'exécution de sa décision auprès de celle du pays dans le ressort de laquelle l'exécution devait avoir lieu.

En outre, le traité ajoutait que les hypothèques judiciaires ou conventionnelles, constituées dans l'un des Etats contractants, produisaient leurs effets sur les biens situés dans l'autre pays.

Telles étaient les seules dispositions du traité.

Quant à la déclaration du 11 septembre 1860, elle est venue limiter les droits de contrôle du juge saisi de l'instance en exequatur; elle a posé comme conditions la compétence du juge dont émane la décision, mais sans formuler à ce sujet la moindre règle, de sorte que la question de compétence, par le juge saisi de l'instance en exequatur, est résolue par ce dernier en se plaçant à son point de vue national.

Cela était évidemment insuffisant.

Le traité du 3 juin 1930 abroge¹ les dispositions de l'article 22 du traité du 24 mars 1760 et il pose les principes qui font l'objet de notre étude.

Cette convention n'est pas encore en vigueur. La Chambre des députés (française) a voté la loi autorisant la rectification, mais la question reste pendante au Sénat, qui a renvoyé son étude à la Commission de la législation civile et criminelle et nommé rapporteur M. Marcel Plaisant, sénateur du Cher.

Nous examinerons successivement en autant de chapitres distincts :

I. L'étendue d'application de la convention de 1930.

1. Article 38, alinéa 2.

- II. Les règles de compétence.
 - III. L'ordre public.
 - IV. Dispositions diverses.
 - V. L'instance en exequatur.
 - VI. Le jugement d'exequatur et ses effets.
-

CHAPITRE I

Étendue d'application du Traité

CHAPITRE I

ETENDUE D'APPLICATION DU TRAITE

La convention du 3 juin 1930 présente le caractère d'englober dans ses dispositions, non seulement l'exécution des décisions judiciaires, mais aussi celle des sentences arbitrales et des actes authentiques. A chacune de ces questions nous consacrerons un chapitre spécial ainsi qu'à la faillite comprise dans le traité.

SECTION I. — JUGEMENTS AUXQUELS S'APPLIQUE LE TRAITÉ

1. C'est par une formule générale que la convention franco-italienne détermine l'étendue de son application quant aux décisions judiciaires dès le début de l'article 1, qui est ainsi conçu :

« Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les juridictions de l'une des Hautes Parties Contractantes ont de plein droit l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre partie si elles réunissent les conditions suivantes. »

Suivent les alinéas posant les conditions que le jugement doit remplir pour pouvoir obtenir l'exequatur parmi lesquelles, pour déterminer les jugements béné-

ficiant de l'application du traité, nous relevons immédiatement celles de l'alinéa 3 de l'article 1, ainsi formulées : « Que la décision soit passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution d'après la loi du pays où elle a été rendue. »

Ceci nous permet de déterminer les jugements auxquels s'applique le traité et d'affirmer que toute décision judiciaire en matière civile ou commerciale, en matière contentieuse ou non, émanant soit du tribunal de première instance, soit de la Cour d'appel, soit de la Cour de cassation, en un mot de quelque degré de juridiction qu'elle émane, est, une fois devenue définitive, susceptible d'obtenir l'exequatur dans l'un des deux pays contractants.

Dans cet ordre d'idées, la formule générale dont se sont servis les rédacteurs de la convention nous permet, croyons-nous, de continuer à affirmer que toutes décisions, même celles qui sont l'œuvre d'un seul juge, comme les ordonnances du président du tribunal, étant exécutoires dans le pays du juge dont elles émanent, doivent pouvoir bénéficier de l'exequatur à obtenir conformément aux conditions prévues par le traité.

2. Dans l'énumération des décisions bénéficiant des avantages du traité, nous croyons qu'il faut comprendre toutes les décisions de juridiction gracieuse et à leur égard l'exequatur pourra être demandé et obtenu conformément au traité. Celui-ci, en effet, ne distingue pas entre les décisions contentieuses et les décisions gracieuses et il n'y avait aucune raison de le faire.

Cet exequatur, dans l'un ou l'autre des deux pays, demeure nécessaire, même si ces décisions, pour s'ap-

pliquer et produire des effets, ne demandent aucune coercition. Ce point que nous retrouverons, en traitant l'instance en exequatur, est la conséquence de l'article 2 du Titre I qui exige l'exequatur pour que la décision puisse faire l'objet, de la part des autorités de l'autre pays, d'une formalité publique quelconque, telle que l'inscription ou la transcription sur les registres publics.

Mais avant d'arriver aux jugements qui peuvent prêter à difficulté comme les jugements par défaut ou exécutoires par provision, nous devons émettre une proposition, superflue peut-être, à savoir : l'impossibilité d'exécution de toute décision ne présentant pas le caractère civil ou commercial, c'est-à-dire, les décisions des tribunaux administratifs, comme les arrêts du Conseil d'Etat et les jugements des juridictions répressives quant à la condamnation pénale tout au moins.

3. Mais que décider de l'exécution du jugement rendu par une juridiction répressive en ce qui concerne la partie non pénale de la condamnation, non pour les amendes ayant ce caractère mais pour la condamnation à des dommages et intérêts envers la victime qui présente le caractère indiscutable d'une mesure de réparation civile, contenue incidemment dans le jugement de condamnation pénale.

M. Pillet, en étudiant la convention franco-belge du 8 juillet 1891¹ doute de la possibilité de l'exequatur partiel de la décision dont il s'agit¹.

M. Bartin pense que ces dommages et intérêts sont une

1. *Les Conventions internationales*, Sirey, 1913, p. 301 *in fine*.

condamnation civile à proprement parler et si leur caractère civil ne présente aucun doute, l'exequatur de ce chef devient possible.

Dans le même sens, M. Niboyet²

En ce qui touche la convention de 1930 elle est muette sur la difficulté, mais nous croyons que la question de qualification de cette condamnation, soit comme une condamnation pénale, soit comme une réparation civile, étant laissée à la libre appréciation du juge du pays où l'exequatur est demandé, celui-ci doit accorder cet exequatur partiellement et pour le chef de la condamnation civile seulement du jugement portant cette condamnation. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord le caractère de la juridiction dont émane ce jugement ne doit en rien changer ni altérer le caractère de cette condamnation, qui est une réparation civile, restant civile malgré qu'elle soit consacrée par un tribunal répressif.

D'autre part, cette condamnation, si elle avait été portée principalement devant la juridiction civile, serait exécutée dans l'autre pays, notre convention posant même, comme on le verra, dans son article 15, des règles de compétence à ce propos, dès lors nous croyons qu'elle ne peut pas avoir distingué, pour l'exécution de ce jugement, entre les deux cas de provenance de la condamnation, soit du tribunal civil, soit de la juridiction répressive, rendant dans le premier l'exequatur possible et le refusant dans le second.

Enfin, pour affirmer la possibilité d'exécution partielle de la décision condamnant l'auteur du crime ou

1. *Principes de Droit international privé*, Domat-Monchrestien, 1930, § 189, p. 480.

2. *Manuel de Droit international privé*, Sirey, 1928, n° 817.

délit à des dommages et intérêts de réparation, nous croyons pouvoir aussi nous appuyer sur l'article 3, troisième alinéa, ainsi conçu : « L'exequatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère. »

Cet article, se trouvant placé dans la partie de la convention où se trouvent les principes généraux émis par le traité, est spécialement destiné à limiter le refus de l'exequatur, quand la décision choque l'ordre public du pays où l'on demande l'exécution, aux parties de la décision, seules incompatibles avec l'ordre public, et il permet au surplus du jugement de recevoir exécution.

Cet article ne peut-il pas être appliqué à la partie du jugement répressif qui statue sur l'action civile ? Nous croyons pouvoir répondre par l'affirmative.

Dans notre sens et à propos de notre convention, voir M. Audinet ¹.

4. Par contre l'exequatur sera refusé, conformément à la convention, aux jugements exécutoires seulement par provision, ces décisions ne réunissant pas les caractères requis par le traité, à savoir, l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire.

Ces décisions ont en effet le caractère exécutoire, mais par suite de l'absence de l'autorité de la chose jugée, n'étant pas définitives, elles peuvent être infirmées par la juridiction d'appel dans leur pays d'origine et si l'exequatur était accordé dans ce cas à la décision infirmée, il en résulterait une iniquité causée au perdant, en raison de l'instance en exequatur nécessaire pour la nou-

1. *Revue de Droit international privé* (Darras), 1931, p. 627 et s.

velle décision. C'est ce que la convention a voulu éviter en exigeant la réunion par la décision des deux éléments, l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire.

5. JUGEMENTS PAR DÉFAUT. — Pour les jugements par défaut, les rédacteurs de la convention ne voulant pas qu'il soit procédé à l'exécution d'un jugement rendu sans que le défendeur ait pu présenter sa défense, ont inséré dans la convention une disposition spéciale qui fait l'objet de l'alinéa 4 de l'article 1, ainsi conçu : « ... en cas de décision par défaut, il faut que la citation ait atteint en temps utile la partie défaillante ». Cet alinéa est complété par l'alinéa 4 de l'article 4 que l'on retrouvera en étudiant l'instance en exequatur. Cet alinéa 4 exige que la partie qui invoque la décision judiciaire et qui demande l'exequatur produise une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile.

Donc la personne invoquant le jugement par défaut et demandant l'exequatur doit prouver que le défendeur a été touché en temps utile par la citation, condition qui peut prêter à discussion.

Mais le jugement par défaut doit remplir les autres conditions générales posées par le traité : avoir l'autorité de la chose jugée et être exécutoire dans le pays dont il émane.

Or, le jugement par défaut, s'il est faute de comparaître, n'acquiert l'autorité de la chose jugée que par son exécution. En effet, dans ce cas, les délais d'opposition ne commencent à courir, pour le jugement par

défaut contre partie, qu'à partir de son exécution.

En conséquence, le demandeur dans l'instance en vue de l'exequatur doit, en plus de la citation, pour se prévaloir d'un jugement par défaut, et pour remplir les conditions de l'alinéa 3 de l'article 4, produire des pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et qu'elle est devenue exécutoire. Nous croyons donc qu'il doit faire dans notre cas la preuve d'un commencement d'exécution dans le pays d'origine de ce jugement. Mais au cas où le défendeur n'aurait pas de biens sur lesquels le commencement d'exécution puisse être opéré, il a été jugé, à propos de la convention franco-belge¹, quant à la France tout au moins, qu'un procès-verbal de carence doit suffire pour justifier le commencement d'exécution. Le procès-verbal de carence, pourtant, n'est pas, dans le droit commun, considéré comme constituant un commencement d'exécution, mais il en est autrement s'il a été dressé en la présence du défendeur.

Il faut donc, pour les jugements par défaut, que le défendeur ait été cité utilement et que le jugement soit définitif et exécutoire dans le pays du juge dont il émane.

Il convient maintenant, avant de terminer cette section sur les jugements qui bénéficient des avantages du traité, de spécifier que, d'après l'article 8 du Titre I, ces dispositions, en vertu desquelles les décisions judiciaires de l'une des parties contractantes bénéficient chez l'autre de l'autorité de la chose jugée, ne sont pas une conséquence de la qualité, soit de française, soit

1. Tribunal de Sedan, 6 décembre 1909, Clunet, 1910, p. 554.

d'italienne, des parties. Ce sont, tout au contraire, les décisions des tribunaux italiens ou français qui possèdent cet avantage quelle que soit la nationalité des parties.

Art. 8. — « Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties. »

SECTION II. — LES SENTENCES ARBITRALES.

6. Outre l'exécution des décisions judiciaires, la convention du 3 juin 1930 prévoit l'exécution des sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats chez l'autre, ceci par son article 5, complété dans ses dispositions par les conditions générales de l'article 1 dans la mesure possible de son application.

Tout d'abord nous devons préciser quelles seront ces sentences arbitrales.

Par application des considérations générales de la convention, celle-ci s'appliquera à toute sentence sur un litige civil ou commercial intervenue dans l'un des deux pays contractants, sous l'empire de la loi française ou italienne, quelle que soit la nationalité des parties ou de l'arbitre, par application de l'article 8 qui étend les dispositions de la convention de son Titre I tout au moins sans prendre en considération la nationalité française, italienne ou tierce des parties en cause.

7. Nous devons seulement éliminer des sentences arbitrales dont parle le traité, celles rendues par suite de l'arbitrage obligatoire, qui sont de véritables jugements, ainsi que la décision judiciaire qui est rendue sur appel

de l'une des parties contre la sentence arbitrale. Cette dernière décision, comme la sentence résultant de l'arbitrage obligatoire, sera un jugement soumis, quant à l'exequatur, aux règles applicables aux décisions judiciaires.

8. La jurisprudence et l'opinion commune assimilaient, quant à leur exécution sous l'empire du traité de 1760, les sentences arbitrales et les jugements¹, ce que les conventions du même objet entre la France et la Suisse de 1869, et entre la France et la Belgique de 1899, faisaient aussi sauf que cette dernière spécifiait que l'autorité compétente pour accorder l'exequatur était le président du tribunal civil et non le tribunal tout entier.

9. Le texte de notre convention qui s'en occupe, l'article 5 indiqué plus haut, est ainsi conçu : « Les sentences arbitrales rendues valablement dans l'un des deux Etats sont reconnues dans l'autre et peuvent y être déclarées exécutoires si elles satisfont aux conditions indiquées à l'article 1. en tant que ces conditions sont applicables. »

Ces conditions, en la matière, sont, d'après l'article premier auquel l'article 5 nous renvoie, la compétence des arbitres, le respect de l'ordre public du pays d'exécution, la sauvegarde des droits de la défense par la citation régulière, l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire de la sentence dans le pays d'origine de la sentence.

1. Voir Le Bourdellès, Clunet, 82, p. 396, aussi Pillet, *Les Conventions internationales*, p. 27 *in fine*.

Mais de ces conditions, nous croyons ne devoir retenir qu'une seule, la force exécutoire de la sentence d'après la loi et dans son pays d'origine — sa comptabilité avec l'ordre public du pays où on l'invoquera étant, cela va de soi, sous-entendue.

Si en effet la sentence a la force exécutoire en Italie ou en France, les autres conditions se trouvent, croyons-nous, automatiquement remplies. Ceci par application d'ailleurs des lois françaises et italiennes parce que, en effet, en France en vertu de l'article 1020 du Code de procédure civile, et en Italie en vertu de l'article 24 du Code de procédure civile italien, pour que les sentences des arbitres aient force exécutoire elles doivent être homologuées et déclarées exécutoires par le président du tribunal civil dans le ressort duquel elles ont été rendues.

Ce faisant, le président contrôle la compétence des arbitres, ainsi que la sauvegarde des droits de la défense; d'ailleurs, sans cette force exécutoire, on ne pourrait pas se prévaloir de la sentence dans l'autre pays et la sentence ne conserverait pas son autorité de chose jugée qui lui permet d'éviter la revision au fonds.

Une sentence, non homologuée ni exécutoire, serait-elle d'ailleurs une sentence étrangère ? Nous ne le croyons pas. Ce ne serait qu'un simple projet sans aucune valeur juridique, donc sans nationalité.

Il faudra donc qu'elle ait été revêtue de l'exequatur de son juge national d'abord, puis, conformément au traité du 3 juin 1930, pour qu'elle puisse recevoir exécution dans l'autre pays, elle devra faire l'objet d'un deuxième exequatur par le juge du pays d'exécution.

10. L'autorité compétente, d'après l'alinéa 2 de l'article 5, à l'effet d'accorder ce deuxième exequatur, sera celle que le droit commun de chacun des deux pays reconnaît comme telle.

11. En Italie, où les dispositions sus-mentionnées de notre convention constituent le droit commun de l'exécution de la sentence arbitrale étrangère, la question de l'exequatur est régie par le décret, loi Royal, n° 1272, du 20 juillet 1919, qui, en exigeant la force exécutoire de la sentence arbitrale étrangère dans le pays de son origine, l'assimile au jugement étranger et donne compétence à la Cour d'appel pour accorder l'exequatur, à la suite d'une procédure spéciale : *la delibazione*.

12. La jurisprudence française, tout en reconnaissant qu'il y a une différence entre les jugements étrangers et les sentences arbitrales étrangères, semble assimiler les sentences arbitrales étrangères aux décisions judiciaires, quant à leur exécution, en les renvoyant pour l'exequatur devant le tribunal civil entier et non devant le président du tribunal comme le décide l'article 1020 du Code de procédure civile, d'ailleurs, pour les sentences françaises.

Ceci est consacré en dehors d'autres nombreuses applications¹ par une décision très nette du tribunal civil de la Seine du 10 février 1922². « Attendu, y est-il dit... que les pouvoirs conférés par l'article 1020 du Code de procédure civile ne paraissent pas s'étendre aux sentences arbitrales rendues à l'étranger. »

1. Trib. civ. de la Seine, 16 novembre 1922, Clunet, 1923, p. 78; Seine, 2 février 1926, Clunet, 1927, p. 436.

2. Clunet, 1922, p. 150.

La doctrine est d'ailleurs conforme à la jurisprudence, quant à la soumission de l'exequatur des sentences arbitrales au tribunal civil tout entier et non au président. Dans ce sens, Pillet, et aussi M. Niboyet qui remarque que : « On ne concevrait pas qu'une simple ordonnance pût suffire à rendre exécutoire l'œuvre d'une juridiction étrangère, si la sentence est une décision judiciaire étrangère, elle doit être régie par les règles applicables aux actes de l'autorité judiciaire étrangère. Selon nous une décision étrangère quelle qu'elle soit, jugement, ordonnance ou autre, ne peut être rendue exécutoire en France que par un jugement émanant d'un tribunal. Il y a entre les sentences arbitrales françaises et étrangères une grande différence qui s'oppose à ce que ces dernières deviennent exécutoires par simple ordonnance en France. »

13. Le juge accordant l'exequatur sera tenu de ne rien changer aux dispositions des sentences arbitrales et de vérifier seulement si les conditions énoncées au début de ce chapitre existent.

Une fois l'exequatur obtenu, cette sentence produira les effets qui lui sont attachés par sa loi d'origine, car il s'agira d'un droit acquis pouvant produire des effets internationaux, sauf s'il entre en opposition avec l'ordre public du pays d'exécution.

Parmi ces effets, nous croyons devoir mentionner que la sentence française, homologuée par le tribunal français et ayant reçu l'exequatur en Italie, pourra obtenir

1. Pillet, *Traité pratique de droit international privé*, 1924, t. II, n° 659.

2. J. P. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, Sirey, 1928, n° 871, p. 974 et 975.

l'hypothèque judiciaire qu'en France on lui accorde ¹.

Ainsi, en raison de l'identité de l'autorité compétente pour accorder l'exequatur à une décision judiciaire et à une sentence arbitrale, en raison du renvoi par l'article 5 pour l'application des conditions de fond, à celles exigées par l'article 1 pour les décisions judiciaires, nous croyons pouvoir conclure à l'assimilation, faite par les traités, des sentences arbitrales aux jugements.

SECTION III. — ACTES AUTHENTIQUES

14. Les actes authentiques sont ceux qui sont reçus par un officier public compétent dans les limites de sa compétence *ratione materiae* et *ratione personae*. Ils présentent sur l'acte sous seing privé l'avantage d'une force probante particulièrement énergique ; ils font foi, en effet, jusqu'à inscription de faux, des mentions se référant à des faits que l'officier public certifie avoir vus ou entendus lui-même. En outre, certains d'entre eux, les actes notariés, peuvent être investis de la formule exécutoire apposée par le notaire sur la grosse de l'acte (art. 1319, § 2 du C. civ., et 545 du C. de proc. civ.).

La convention du 3 juin 1930 a prévu, dans l'article 6 du Titre I, l'exécution éventuelle, dans l'un des deux Etats, des actes authentiques exécutoires dans leurs pays d'origine.

L'article est ainsi conçu dans sa première partie :

« Les actes authentiques exécutoires dans l'un des

1. Colin et Capitant, *Droit civil*, 1924, t. II, p. 931.

deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'exécution est demandée. »

Le texte nous permet donc de distinguer entre les effets de ces actes authentiques. D'abord, la force probante de l'acte qui, implicitement, est ainsi reconnue à tout acte émanant d'un officier public de l'un des deux pays et qui, d'après les principes universellement reconnus en droit international privé, est la conséquence de la règle *locus regit actum*, force probante qui leur sera reconnue, sans aucune formalité de la part de l'un des deux pays et, ensuite, l'effet exécutoire de l'acte authentique : si la personne qui se prévaut de cet acte veut voir les effets de l'acte s'étendre à l'autre pays, elle devra, dit le texte, solliciter l'exéquatur de son acte auprès de l'autorité compétente du pays de l'exécution.

Cette demande ne pourra être faite que si l'acte est exécutoire dans le pays où il a été passé, par exemple en France s'il s'agit d'un acte notarié ou d'un jugement.

15. L'autorité compétente pour accorder l'exéquatur à un acte authentique étranger en France, en l'absence de disposition spéciale du traité, est, par application du droit commun, non le président du tribunal mais le tribunal civil tout entier accordant l'exéquatur comme s'il s'agissait d'un jugement, la force exécutoire étant considérée comme une chose trop grave pour être abandonnée à une simple ordonnance du président seul. (J.-P. Niboyet, *op. citus*, n° 885). La jurisprudence est dans ce sens. (Cass. civ., 25 nov. 1879;

Bordeaux, 2 juillet 1888). Comme la procédure de l'exéquatur est analogue à celle d'un jugement, nous renvoyons sur ce point à notre chapitre spécial sur la question.

Pourtant, dans le traité franco-belge de 1899, c'est, d'après l'article 16, au président du tribunal civil du lieu d'exécution qu'il appartient de rendre exécutoire l'acte authentique, par une ordonnance.

Mais le tribunal civil, qui est ainsi compétent pour accorder l'exéquatur, voit ses pouvoirs limités par la deuxième partie de l'article 6, que nous nous contentons de citer, car elle ne nécessite pas de commentaires :

« Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'exéquatur est requis. »

16. HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES. — Mais le traité, ne se bornant pas à rendre exécutoires les actes authentiques, spécifie dans son article suivant que les hypothèques consenties dans l'un des deux pays auront effet dans l'autre si elles sont déclarées exécutoires par l'autorité compétente de ce dernier pays. Cette autorité doit se borner à vérifier seulement si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus.

Sous l'empire de la Convention de 1760, par la disposition spéciale du n° 1 de l'article 22, l'application de

l'article 2128 du Code civil était suspendue en ce qui concerne les hypothèques conventionnelles nées en Italie. Il était, par conséquent, possible, par un acte passé en Italie, de constituer une hypothèque sur un immeuble situé en France.

C'est une consécration du principe des droits acquis et de l'application de la règle *locus regit actum*.

L'effet ainsi reconnu aux hypothèques constitue pour la France une dérogation à l'article 2128 du Code civil, déclarant précisément que les contrats d'hypothèque immobilière passés à l'étranger ne seront pas valables en France. L'application de ce texte ne présentera pas, croyons-nous, de difficultés, étant donné que cette disposition par la convention franco-belge de 1889 n'a pas soulevé de discussion.

L'autorité compétente pour accorder l'exéquatur n'étant pas indiquée dans le texte, nous pensons que, par application du droit commun, ce sera la même, c'est-à-dire en France le tribunal civil, que celle qui est apte à accorder l'exequatur aux actes authentiques étrangers compris dans le traité.

L'article 7 est ainsi conçu :

« Les hypothèques terrestres conventionnelles consenties dans l'un des deux Etats seront inscrites et produiront effet dans l'autre seulement lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'inscription est demandée. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations, qui en sont le complément, réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus. »

Les dispositions qui précèdent sont également appli-

cables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans l'un des deux pays.

Il est à remarquer que la convention subordonne non seulement l'effet de l'hypothèque mais aussi son inscription à l'exequatur de l'acte constitutif de cette hypothèque, article 7 précité, considérant ainsi l'inscription de l'hypothèque comme un acte d'exécution.

SECTION IV. — LA FAILLITE

La convention du 3 juin 1930 ne serait pas complète si, dans ses dispositions sur l'exécution des jugements, elle n'avait pas traité de l'exécution du jugement de faillite, en raison de la répercussion possible et même très fréquente de celle-ci, en dehors de l'Etat où le failli a son domicile et la société son siège social.

La faillite forme, en effet, une procédure spéciale, universelle, qui englobe tout l'actif du débiteur, et son application devient délicate lorsqu'une personne possède des établissements ou même simplement des biens dispersés dans plusieurs Etats, ou lorsque cette personne a contracté des dettes envers des créanciers de différents pays. La faillite étant déclarée par les autorités d'un Etat donné, deux situations peuvent se présenter :

1° Ou bien on admettra que le jugement déclaratif de la faillite étendra ses effets dans toutes les autres souverainetés où le failli possède de l'actif, et l'on reconnaîtra ainsi à ce jugement un effet extra-territorial ayant pour résultat l'universalité de la faillite, au grand avantage de la masse des créanciers qui n'auront

plus besoin de déclarer leur débiteur en faillite dans chaque pays où se trouvent des éléments de son actif ;

2° Ou bien dans chaque pays, où le débiteur possède des biens, il y aura une faillite particulière régie par la loi interne de l'Etat où elle est prononcée.

Ce dernier système, tout en sauvegardant l'intégrité de la souveraineté de chaque Etat, a l'inconvénient d'aboutir, sinon à l'inefficacité partielle de la faillite, du moins à la répartition inégale de l'actif du failli entre ses créanciers.

Ce dernier système représente le droit commun en France ¹.

18. SYSTÈME DU TRAITÉ. — C'est la première conception de la faillite qui est en vigueur dans les rapports de la France avec la Suisse (1869), et la Belgique (1899) ; et c'est encore ce régime qui a été adopté par la convention avec l'Italie, que nous nous proposons d'étudier dans son ensemble au présent chapitre. Les conventions de 1760 et de 1860 ne contenaient aucune disposition spéciale à cet égard mais elles reconnaissent aux jugements rendus dans l'un des deux pays, l'autorité de la chose jugée dans l'autre. Dans cette mesure, elles sont applicables aussi aux jugements rendus en matière de faillite.

En dehors de ce point spécial, on en revient au droit commun de la faillite, et son unité peut être atteinte si le jugement n'a pas obtenu à temps l'exéquatur pour suspendre ainsi le cours d'une autre instance formée en France contre un commerçant en faillite en Italie.

1. N. Thaller, Percerou, *Traité de Droit commercial*, 7^e édit., n^{os} 1716 et 1717.

19. COMPÉTENCE. — Nous croyons que c'est de l'étude des règles de compétence qu'il faudra partir pour étudier l'ensemble des règles posées par notre traité sur la faillite.

Le principe adopté par la convention du 3 juin 1930 confère la compétence pour déclarer la faillite aux juridictions du pays où le commerçant a son domicile, où la Société, s'il s'agit de la déclaration de faillite d'une société, possède son siège social. C'est ce qui résulte de l'article 20 du Titre 2.

I. — FAILLITE DU COMMERÇANT. — Première partie de l'article 20 : « Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le domicile d'un commerçant sont compétentes pour déclarer la faillite de ce commerçant. »

Il n'y a dans le texte que la question de domicile qui puisse prêter à discussion. La juridiction compétente est celle du domicile, dit le texte. Quel est le lieu où se trouve le domicile ?

Nous examinerons la même question en étudiant la compétence en général, quant aux jugements, et il y a lieu de spécifier que, par domicile, la convention entend, tel l'alinéa 1^{er} de l'article 28, Titre II, que c'est le lieu où se trouve le siège principal des affaires d'une personne ; c'est l'application de la notion de domicile de l'article 102 du Code civil.

Mais ce qui peut prêter à difficulté c'est le cas dans lequel le siège principal des affaires d'une personne n'est pas situé dans l'Etat où se trouve l'industrie ou le commerce qu'elle dirige et dont l'insuccès va exiger la mise en faillite. Dans ce cas, nous croyons, comme dans le cas où l'on se trouverait en présence d'un étranger

n'ayant qu'une simple résidence dans l'un des deux pays, que cette résidence — cela résulte de l'article 2 du traité — suffirait à rendre compétents les tribunaux de l'un des deux Etats.

Mais une question, plus délicate, se pose. Si cette personne traite des affaires et a des établissements à peu près égaux dans les deux Etats, à quelle juridiction appartient-il de déclarer la faillite ? Comment déterminer où se trouve le siège principal dont parle l'article 28 dans son premier alinéa ?

Nous croyons, dans ce cas, que la compétence appartiendra aux juridictions de l'un des deux Etats qui ont été les premières saisies. Ceci pour maintenir l'unité de la faillite et son universalité, par application d'ailleurs de l'article 19 de la convention établissant l'incompétence pour litispendance, que nous étudions dans notre chapitre sur la compétence.

Ceci pour la compétence des juridictions de deux Etats ; quant à la compétence entre les différentes juridictions, dans l'intérieur de l'Etat lui-même, elle s'opère librement d'après les règles de procédure et de compétence de chaque Etat respectivement.

II. — FAILLITE D'UNE SOCIÉTÉ. — Sur la compétence à propos de la faillite d'une société, l'article 20 est plus précis.

Voici le texte : « Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le siège social d'une société commerciale sont compétentes pour déclarer la faillite de cette société. »

Ceci est d'ailleurs en conformité avec l'article 28 sus-nommé qui donne des précisions sur le domicile et qui,

dans son dernier alinéa (n° 5), précise que c'est le lieu où est établi le siège social qui est le domicile des sociétés. Ces tribunaux, soit du pays où le failli a son domicile, ou la société son siège social, sont encore compétents pour connaître de toutes les questions connexes qui peuvent être soulevées pendant l'instance et à propos de la faillite du commerçant ou de la société. L'article 25 qui s'en occupe dans sa première partie ne nécessite pas de commentaires. Voici le texte :

ART. 25. — « Les juridictions du pays où la faillite a été déclarée sont compétentes pour statuer sur les questions s'y rattachant. »

Cette question de compétence juridictionnelle entre les deux Etats étant tranchée, voyons quelles sont, à l'intérieur de chaque Etat, les juridictions compétentes pour déclarer la faillite.

a) FRANCE. — Le jugement est rendu par le tribunal de commerce, et dans les arrondissements où il n'en existe point, par le tribunal civil jugeant commercialement.

b) ITALIE. — L'article 685 du Code commercial attribue compétence pour la déclaration de la faillite en Italie au tribunal du lieu du principal établissement commercial ou industriel.

20. UNIVERSALITÉ DE LA FAILLITE. — La conséquence de ces règles de compétence est d'établir l'unité de la faillite, que consacre l'article 21, dont voilà la première phrase.

« Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par une juridiction compétente, d'après les règles de l'article précédent, s'étendent au territoire de l'autre. »

C'est l'établissement de l'effet international complet de la faillite, déclare M. Pillet (*Les Conventions internationales*), en étudiant la faillite à propos du traité franco-belge de 1899, qui contient le même texte que notre convention.

21. Mais le texte apporte à ce principe, immédiatement après, des tempéraments importants, dont voici le premier :

Il fait la distinction classique entre l'acte d'administration et l'acte d'exécution.

Ce n'est que pour le premier que le jugement déclaratif de la faillite a un effet de lui-même sans nécessiter l'intervention de l'autorité étrangère ; pour tout acte d'exécution l'exéquatur est exigé. Voici, d'ailleurs, la suite de l'article 21 :

« Le syndic ou l'administrateur peut en conséquence prendre toute mesure conservatoire ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse, il ne peut toutefois procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'exéquatur, conformément aux règles édictées dans les articles 3 et suivants du Titre II. »

Ce premier tempérament, apporté au principe de l'unité de la faillite, en conditionnant tout acte d'exécution à l'exéquatur du jugement, n'altère en rien le principe et est d'ailleurs normal.

Voici ce que M. Pillet a dit à propos des dispositions identiques de la convention franco-belge (n° 1) : « La faillite n'est qu'une voie particulière d'exécution des

1. Pillet, *Les Conventions internationales*, p. 292.

biens du débiteur insolvable et le droit d'exécution appartient incontestablement au souverain des lieux où les biens sont situés ; de là, nous croyons pouvoir conclure que l'exéquatur requis est la moindre des formalités que l'on peut exiger du jugement étranger.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul tempérament apporté à l'universalité des effets du jugement de faillite étranger.

Le second tempérament à l'application de plein droit des effets du jugement étranger de faillite est la soumission du syndic à certaines mesures de publicité quand la faillite s'étend à l'autre pays par une succursale ou par un établissement quelconque.

Le texte qui émet cette réserve est l'article 22 dont nous donnons les termes :

Art. 22. — « Lorsque la faillite déclarée dans l'un des deux pays comprend une succursale ou un établissement dans l'autre, les formalités de publicité exigées par la législation de ce dernier pays sont remplies à la diligence du syndic ou administrateur au lieu de cette succursale ou de cet établissement. »

Après l'étude de la question importante de l'unité sur la compétence, d'où, on l'a vu, il résulte l'universalité des conséquences de la faillite, voici ce que la convention dit des effets de la faillite.

22. L'article qui s'en occupe principalement dispose que pour le partage de l'actif aucune distinction ne pourra être faite entre Français et Italiens et que la loi qui régit la faillite est celle du pays où la faillite est déclarée.

Cette loi du pays d'ouverture de la faillite règle encore, d'après le même article 24 : « La nomination

et les pouvoirs de l'administrateur de la faillite, les formes de la procédure à suivre, l'admission des créanciers et la formation du concordat sont réglés par la loi du pays où la faillite a été déclarée. » Aussi, le dernier paragraphe du même article contient-il une application de la loi du lieu d'ouverture. « Cette loi règle l'annulation des actes du débiteur par l'effet de la déclaration de faillite ainsi que la non-opposabilité de ces actes à la masse. »

C'est là une disposition très importante pour l'unité et l'universalité de la faillite ; la convention poussant à l'extrême l'application de ce principe n'applique pas la loi normalement compétente s'agissant de mesures tendant à réprimer la fraude, c'est-à-dire la loi de la situation des biens qui en font l'objet, mais elle préfère laisser le soin de la répression à la loi du pays où la faillite est déclarée.

Voyons maintenant les limitations apportées par l'application de la loi du lieu de l'ouverture de la faillite.

A) *Vente des biens.* — La vente des biens meubles ou immeubles sera faite conformément aux lois du pays où les biens sont situés (art. 24) ; puis immédiatement après cette autre exception, même article.

B) « *Les privilèges et droits de préférence* établis sur les biens meubles ou immeubles sont régis par la loi de l'Etat sur le territoire duquel ces biens sont situés. »

Mais la convention ne se borne pas à faire cette réserve, pour l'application de la loi, du lieu de la situation des biens. Les questions relatives aux privilèges et droits de préférence peuvent être soulevées de deux façons :

Ou bien elles feront l'objet d'une instance principale et, dans ce cas, il y aura compétence législative et juridictionnelle du pays de leur situation, ou bien, et ceci fréquemment dans une faillite, elles ne feront l'objet que d'une question incidente.

Nous venons de voir que la compétence législative territoriale a été établie à leur propos. Mais d'après l'alinéa 1 de l'article 25, les juridictions du pays où la faillite est déclarée et, ceci, pour maintenir l'unité de la faillite, sont compétentes pour statuer sur les questions qui s'y rattachent. Elles pourraient donc connaître des questions partant sur les privilèges et droits de préférence établis sur des biens se trouvant dans l'autre pays. Par cette compétence juridictionnelle, par connexité de l'article 25, la compétence législative établie à leur propos par l'article 24 aurait pu être altérée.

C'est donc pour cette raison que les rédacteurs de la convention se sont empressés de renforcer par l'alinéa 2 de l'article 25 l'article 24 précité, en reconnaissant aussi la compétence juridictionnelle territoriale pour : « les contestations relatives aux privilèges et droits de préférence, ainsi qu'à celles qui sont relatives à la propriété, à la jouissance et à l'usage des immeubles ou à tout autre droit relatif aux immeubles... », sont jugés, dit le texte, par les juridictions du pays où ces biens sont situés.

23. INEFFICACITÉ DE LA FAILLITE DANS L'AUTRE PAYS CONTRACTANT. — Nous venons de voir que la convention tempère les effets absolus de l'unité de la faillite en exigeant l'exéquatur pour tout acte d'exécution et en imposant certaines formalités de publicité dont parle l'ar-

ticle 22. D'autre part, elle laisse subsister la compétence de la loi du lieu de la situation des biens pour la vente et toute contestation à leur propos.

Mais il y a encore une réserve, faite par les articles 26 et 27, qui indique des cas où la faillite prononcée en France ou en Italie n'aurait aucun effet dans l'autre Etat, ce qui constitue, non pas un simple tempérament, mais une dérogation formelle de l'universalité des effets de la faillite.

I. — Le premier est énoncé dans l'article 26, qui prévoit le cas de conflit du jugement (nous raisonnons seulement pour la France, afin de simplifier) italien de faillite à exécuter en France, avec un jugement de faillite contre le même débiteur mais provenant d'un pays tiers.

La France est liée, en dehors de la convention faisant l'objet de notre étude, avec des traités semblables, d'une part avec la Suisse, convention de 1869 et, d'autre part, avec la Belgique, convention de 1899. Ces conventions prévoient l'exécution du jugement de la faillite en France, et contiennent des dispositions semblables à celles de notre convention tendant à établir l'universalité de la faillite et étendant ses effets en France.

Ainsi, si par hypothèse la faillite prononcée en Belgique produit des effets en France, en vertu du traité de 1899, et si, en même temps, on veut exécuter en France, en vertu de notre convention, un jugement de faillite italien, il y aurait deux jugements à exécuter, par hypothèse disons-nous, portant sur les mêmes biens. Auquel des deux accorder l'exéquatur sinon aux deux à la fois ?

Par les dispositions de l'article 26, dont nous donnons

le texte plus bas, dispositions toutes nouvelles dans un traité de ce genre, conclu par la France pour éviter le conflit des deux jugements portant sur les mêmes objets, mais rendus au profit des personnes différentes, la convention donne la préférence au jugement déclaratif de faillite :

a) Antérieur en date ;

b) A la condition que le syndic ou administrateur ait déjà fait valoir les droits que le traité dont il se prévaut lui reconnaît.

Art. 26. — « Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays ne s'étendent pas au territoire de l'autre partie, si le débiteur a été antérieurement dans un Etat tiers l'objet d'une déclaration de faillite dont les effets doivent s'étendre au territoire de cette autre partie en vertu des stipulations d'un traité conclu entre elle et cet Etat tiers, et si le syndic ou administrateur a déjà fait valoir les droits reconnus par le traité.

II. — Le deuxième cas d'inefficacité du jugement de faillite de l'un des deux Etats chez l'autre fait l'objet de l'article 27. Comme l'article précédent, cet article est une disposition nouvelle dans une convention réglant l'exécution des jugements entre la France et un Etat tiers, et c'est le résultat des conditions économiques actuelles présentant une interdépendance des grandes compagnies et sociétés avec l'Etat et l'ordre social de l'Etat.

Ces propositions sont doubles.

La première prévoit la faillite d'une entreprise chargée d'un service public, laquelle peut être, par hypothèse, la filiale ou la succursale d'une société ayant son siège dans l'autre des deux pays, comme une grande

compagnie de navigation, dont la faillite peut avoir une répercussion, par l'interruption de ce service public, dans l'ordre social.

En second lieu, pour certaines entreprises déterminées, comme celles de la fabrication, soit de matériel de guerre, soit d'aviation ou même d'un grand établissement de crédit, l'ordre public peut être intéressé à leur liquidation et les deux Etats se sont réservé à leur propos le droit de prendre des mesures législatives exceptionnelles pour leur liquidation éventuelle en cas de faillite.

Art. 27. — « La présente convention ne s'oppose pas à ce que chaque Etat contractant applique les mesures édictées par sa législation en vue d'assurer la continuation d'un service public dont est chargée une entreprise en faillite.

Sont, d'autre part, réservées les dispositions législatives exceptionnelles adoptées pour des raisons d'ordre public qui pourront être prévues pour la liquidation d'une entreprise déterminée. »

24. EXTENSION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION. — Les dispositions, soit de compétence, soit de forme, soit de fond, contenues dans le traité à propos de la faillite, voient leurs applications s'étendre sur les institutions voisines de la faillite. C'est dans ce sens qu'ont été réglés les articles 21 *in fine* et 23.

a) ART. 21. — « Le jugement d'homologation du concordat rendu dans l'un des deux pays a l'autorité de la chose jugée dans l'autre et y est rendu exécutoire d'après les mêmes règles. »

Ce n'est que la confirmation de l'effet international

de la faillite, principe sur lequel nous n'avons pas à revenir.

b) ART. 23. — « Les effets des sursis, concordats préventifs, règlements transactionnels pour quelque cause que ce soit, ou liquidations judiciaires organisées dans l'un des deux Etats par les juridictions du pays où se trouve le domicile d'un commerçant, s'étendent au territoire de l'autre Etat dans la mesure et sous les conditions spécifiées dans le présent titre relativement à la faillite. »

25. L'EXÉQUATUR DU JUGEMENT DE FAILLITE. — Comme il ne présente aucune particularité, nous renvoyons sur ce point des jugements en général.

26. CONCLUSION. — De ce qui précède, nous croyons pouvoir conclure que, d'après le système établi par la convention de 1930, l'universalité et l'unité de la faillite ont été obtenues dans la mesure où l'état de la législation de la jurisprudence le permet.

La convention applique, dans la mesure du possible, la compétence unique jusqu'au point d'accorder à la législation et aux juridictions de l'Etat où la faillite est déclarée, lisons-nous aux derniers paragraphes de l'article 24, la nomination et les pouvoirs des administrateurs, les règles de procédure à suivre, l'admission des créanciers et la formation du concordat et même la question de l'annulation des actes du débiteur par l'effet de la déclaration de la faillite ainsi que la non-oppo-sabilité de ces actes à la masse, — disposition énoncée pour la première fois dans une convention de ce genre, conclue par la France.

Ce sont ces considérations qui nous ont amené à dire au commencement de notre chapitre spécial sur la faillite que son universalité a été obtenue.

Les réserves apportées d'un côté, et pour des cas exceptionnels, à l'inefficacité de la faillite (art. 26 et 27) et, d'un autre côté, la place faite à la législation de chaque pays pour l'application de la loi interne, par exemple, la vente des biens et l'aptitude des tribunaux nationaux à connaître des questions de privilèges et de droits de préférence, n'étant que le minimum des réserves sur ce sujet, ne peuvent pas, croyons-nous, peser sur l'ensemble du système adopté et malgré l'exigence de l'exequatur pour les actes d'exécution, le traité a poussé aussi loin que possible, dans l'état actuel des choses, l'application de l'effet international de la faillite, le système d'exequatur adopté par le traité ne formant qu'un obstacle bien bénin à l'exécution du jugement.

CHAPITRE II

Compétence

CHAPITRE II

COMPETENCE

27. Ayant vu dans le premier chapitre de notre étude l'étendue d'application de la convention du 3 juin 1930, nous nous proposons dans ce chapitre, ainsi que dans le suivant, d'étudier les conditions de l'exequatur, c'est-à-dire que les conditions que l'acte pour lequel on sollicite l'exequatur doit remplir afin de pouvoir bénéficier des dispositions du traité.

Ces conditions énoncées par l'article 1^{er} sont au nombre de cinq.

Pour que la décision émanant d'un des deux pays possède et conserve dans l'autre l'autorité de la chose jugée (art. 1^{er}), il faut :

1^o Que la décision soit passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution d'après la loi du pays où elle a été rendue (art. 1^{er}, alin. 3) ;

2^o Que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes et, en cas de décision par défaut, que la citation ait atteint, en temps utile, la partie défaillante (art. 1^{er}, alin. 4) ;

3^o Que la décision ne soit pas en contradiction avec une autre décision déjà prononcée sur le même objet par une juridiction du pays où elle est invoquée, ou que le même litige n'ait pas été porté par les mêmes parties

devant une juridiction de ce même pays avant que la décision invoquée ait été rendue (art. 1^{er}, alin. 5) ;

4° Que la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles du Titre II, autant qu'elles s'appliquent (art. 1^{er}, alin. 1^{er}) ;

5° Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où elle est invoquée (art. 1^{er}, alin. 2).

De ces cinq conditions, l'étude des deux dernières nous retiendra seulement dans le présent chapitre et le suivant, celle des trois autres étant incidemment faite à propos d'autres chefs.

Nous examinerons successivement ce qui concerne la compétence dans ce chapitre et ce qui est relatif à l'ordre public (chap. 3).

28. COMPÉTENCE. — Dès le début de l'étude des règles de compétence émises par le traité, nous devons mentionner l'article 10 du Titre II, titre consacré spécialement à cette étude qui met, comme le texte le dit très nettement, le commentateur en garde. Ces règles ne doivent servir au juge qui aura à délivrer l'exequatur, que pour apprécier si le jugement qu'il contrôle en vue de l'exequatur provient ou non d'un juge compétent et seulement pour cela.

ART. 10. — « Les règles de compétence du présent titre n'ont pour objet que l'application du n° 1 de l'article 1^{er}. »

Ces règles, tout en laissant subsister à côté d'elles les règles de compétence de la loi interne de chaque pays, telle la réserve formulée par l'alinéa 1 de l'article 1^{er} « autant que ces règles sont applicables » nous indi-

quent seulement certains cas où le juge chargé d'accorder l'exequatur ne pourra pas refuser celui-ci au jugement de l'autre pays, du moment que ce jugement aura été rendu en conformité des règles de compétence posées par notre convention.

Des règles de compétence posées dans un traité entre deux pays comme la France et l'Italie, ayant des législations voisines, ne pouvaient pas être très différentes des règles de compétence de leur législation interne et c'est ainsi les règles de l'article 59, Code procédure civile, que nous retrouverons à peu près.

Nous allons commencer par l'étude de la première règle générale de compétence en matière mobilière ou personnelle, qui est l'application de la maxime « *Actor sequitur forum rei* ».

29. COMPÉTENCE EN MATIÈRE PERSONNELLE ET MOBILIÈRE.

— Comme il n'y a pas de raison d'émettre des règles différentes de compétence en matière personnelle et en matière mobilière, la convention étudie ces règles dans le même article 11 du Titre II, lequel peut être résumé comme nous l'avons fait plus haut par la maxime « *Actor sequitur forum rei* ». C'est entre Français et Italiens, dit le texte en matière mobilière ou personnelle, les juridictions de celui des deux pays où le défendeur a son domicile ou, à défaut de domicile dans l'un ou l'autre des deux pays, sa résidence habituelle, qui sont compétentes.

Le mot *domicile* doit être pris dans le sens de l'article 102 du Code civil; il désigne donc le lieu où le défendeur a son principal établissement. Nous reviendrons à la fin de ce chapitre sur la notion du domicile d'après le traité.

Mais, comme dans la majeure partie des cas où l'exequatur du jugement sera demandé, il y aura un étranger au procès, il en résultera que la compétence du juge dont émane le jugement sera contrôlée par le juge, soit français, soit italien, auprès de qui l'exequatur est sollicité. Dès lors, afin de remédier à la conception étroite du domicile du Code civil, tenant compte de ce que la partie étrangère reste presque toujours domiciliée dans son pays et n'aura qu'une simple résidence au lieu où le jugement a été rendu, les rédacteurs prévenant les difficultés susceptibles de surgir éventuellement à ce propos ont spécifié dans cet article 11 que « à défaut de domicile dans l'un des deux pays, la résidence habituelle suffira à donner compétence ».

Cette question de résidence doit être appréciée au moment de la remise de l'exploit introductif de l'instance ¹.

Ce remplacement du domicile par la résidence a été admis pour deux raisons :

D'abord pour que le jugement puisse recevoir exequatur dans le pays d'origine du défendeur qui n'aurait, dans le pays où le jugement a été rendu, qu'une résidence, et de cette façon, on ne pourra pas opposer dans son pays, pays de l'exequatur, l'incompétence du juge de qui le jugement émane. En second lieu, l'exequatur du jugement français ou italien, pourra aisément être sollicité et obtenu en évitant son refus pour incompétence quand la partie défenderesse était un tiers étranger au pays du jugement et au pays de l'exécution. Ceci par application de l'article 8 de la convention, disant

1. Clunet, 1884, p. 614.

que les dispositions du traité s'appliquent, quelle que soit la nationalité des parties.

Avant de passer à l'étude du domicile, tel qu'il doit être conçu d'après l'article 28 du traité, nous devons mentionner la deuxième partie de l'article 11 qui prévoit le cas de plusieurs défendeurs.

Il y aurait peut-être aussi à ce propos, à préciser le remplacement du domicile, à son défaut par la résidence, mais il nous suffit de renvoyer à ce que nous venons de dire.

Ne voyant pas la nécessité de commentaires à ce sujet, nous nous limitons à la mention textuelle de son contenu.

« Si dans les contestations prévues au paragraphe précédent il y a plusieurs défendeurs, le demandeur peut, à son choix, porter son action devant les juridictions du pays du domicile, ou, à défaut de domicile dans l'un des deux pays devant les juridictions du pays de la résidence habituelle de l'un d'eux. »

30. LE DOMICILE D'APRÈS LE TRAITÉ. — L'article 28 nous donne les précisions suivantes sur la nation du domicile d'après le traité.

DOMICILE DES MAJEURS. — Le domicile du majeur jouissant de sa capacité juridique se trouve au lieu du siège principal de ses affaires. C'est l'application de la notion du domicile de l'article 102 du Code civil. Sont, d'autre part, pour la question de domicile, assimilés au majeur jouissant de sa capacité, d'après le même texte (article 28, al. 1^{er}) :

a) Le mineur émancipé qui aura aussi son domicile au lieu du siège principal de ses affaires propres, et

b) Aussi le majeur pourvu d'un conseil qui l'assiste à l'accomplissement de certains de ses actes.

DOMICILE DE LA FEMME MARIÉE. — Alinéa 4 de l'article 28. « C'est le lieu du domicile du mari, et si le domicile du mari est inconnu, ou si la femme est séparée de corps ou autorisée à avoir un domicile séparé, le lieu où se trouve le siège principal de ses affaires, de ses affaires à elle, bien entendu. » Ce n'est que l'application de la notion du domicile de l'article 108, Code civil, comme d'ailleurs pour le cas suivant.

DOMICILE DES MINEURS. — Alinéa 2, article 28. « Le lieu du domicile du représentant légal est, pour le mineur non émancipé, orphelin, article 28, alinéa 3, le lieu où le tuteur a son propre domicile. »

DOMICILE DES SOCIÉTÉS. — Leur domicile se trouve au lieu où elles ont leur siège social. Mais à propos de la compétence résultant du domicile, nous devons mentionner en deux paragraphes : 1° L'élection du domicile ; 2° la présomption d'élection du domicile.

31. 1) L'ÉLECTION DU DOMICILE. — L'article 12 du Titre II de la convention du 3 juin 1930, parlant de l'élection du domicile est ainsi conçu :

« Dans les contestations entre Français et Italiens, lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu, dans celui des deux pays où un contrat a été conclu, ou doit recevoir exécution, les juridictions du pays du domicile élu sont compétentes pour connaître des contestations relatives au contrat. L'élection de domicile doit avoir été acceptée expressément par les parties et spécialement pour chaque contrat. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur d'une des parties, celle-ci conserve le droit de saisir tout juge compétent. »

Notre article est sensiblement le même que l'alinéa premier de l'article 3 de la convention franco-belge¹, et ses principes se rapprochent beaucoup des principes des articles 111 du Code civil et 59 du Code procédure civile, sauf en ceci :

Tandis que le demandeur dans notre cas ne peut saisir tout juge compétent (celui du défendeur par exemple) sauf si l'élection de domicile est expressément faite en sa faveur d'après l'article 59, Code procédure civile, il aurait le choix entre une double compétence : celle du juge du domicile élu et celle du juge du domicile réel du défendeur. D'après notre traité, le juge du lieu du domicile élu ne pourra pas décliner sa compétence et, en outre, si le juge du domicile réel du défendeur est saisi, si le défendeur fait la preuve de l'élection de domicile, il doit se dessaisir. Le texte nous donne aussi les conditions de l'élection du domicile. Elle doit être expressément acceptée par les parties et spécialement pour chaque contrat.

Quant à la valeur de l'élection du domicile dans le temps, elle est faite pour toutes les contestations relatives au contrat.

32. 2) PRÉSUMPTION D'ÉLECTION DE DOMICILE. — Ce qui, dans le traité franco-belge, constituait le deuxième alinéa de l'article 3, forme dans notre convention l'article 13 du Titre II, ainsi conçu :

1. Pillet, *Les Conventions internationales*, p. 275.

2. L'article 3 al. 2 du traité franco-belge est ainsi conçu : Tout industriel ou commerçant, toute société civile ou commerciale de l'un des deux pays, qui établit une succursale dans l'autre, est réputé faire élection de domicile, pour le jugement de toutes les contestations concernant les opérations de la succursale, au lieu où celle-ci a son siège.

« Le Français ou l'Italien qui possède soit un établissement commercial, industriel ou autre, soit une succursale dans l'un ou l'autre des deux pays, *est réputé* faire élection de domicile dans le pays où est situé l'établissement ou la succursale pour le jugement de toute contestation, concernant les contrats directement conclus par l'établissement ou par la succursale. »

Cette présomption d'élection de domicile joue donc, à la condition que le demandeur ait conclu avec le gérant ou le directeur de la succursale. La question de savoir quand on contracte directement avec la succursale est une question de fait que le juge saisi, en vertu de cette présomption d'élection de domicile, aura à examiner et à trancher.

Mais cette présomption d'élection de domicile ne vaut, étant une simple présomption, que jusqu'à la preuve du contraire, les parties restant libres de formuler dans leur contrat toute autre clause attributive de compétence.

Dans ce sens, à propos du même article du traité franco-belge, Pillet, *op. cit.*, page 278.

33. COMPÉTENCE EN MATIÈRE RÉELLE IMMOBILIÈRE. — En cette matière, la convention franco-italienne n'aurait pu, en exigeant que le jugement pour lequel l'exequatur est demandé provienne d'un juge compétent (art. 1, al. 1) qu'appliquer l'exception admise par le droit commun, à la compétence du juge du domicile du défendeur, et consacrer la compétence du juge de la situation de l'immeuble.

L'article 16 du Titre II qui s'occupe de cette compétence est ainsi rédigé, dans sa première partie :

ART. 16. — « Les juridictions de celui des Etats où l'immeuble est situé sont compétentes pour toutes les contestations concernant la possession ou la propriété de cet immeuble. »

Cette partie de l'article 16 n'étant que l'application de l'alinéa 3 de notre article 59 du Code de procédure civile, ne nécessite pas, croyons-nous, l'énumération des actions ayant pour objet soit la propriété, soit la possession de l'immeuble, mais nous devons spécifier que, même s'il s'agit d'une action personnelle mettant en cause la possession de cet immeuble, ce sera le juge du lieu où il est situé qui sera compétent. La deuxième partie du même article 16 est ainsi conçue :

« Les contestations concernant les contrats relatifs à l'immeuble et devant être exécutés dans le lieu où est situé cet immeuble peuvent être portées devant les mêmes juridictions. »

Cette deuxième partie de l'article a été ajoutée pour habiliter le juge du lieu de la situation de l'immeuble à connaître, de toutes les questions soulevées à propos de cet immeuble, même quand elles ne sont pas réelles et immobilières, comme par exemple les contestations à propos du louage de l'immeuble. En effet, au lieu d'actionner le propriétaire ou le locataire (par ex. pour dégradation) à son domicile, par application du principe *actor*, etc..., le juge de la situation de l'immeuble sera compétent, d'après notre traité, pour connaître de la question, si toutefois elle est portée devant lui.

En effet, le texte dit : « peuvent être portées », ce qui ne prive pas le demandeur du droit de porter son action devant le juge naturel du défendeur, et ceci pour la seule commodité du demandeur et la concentration des débats au même endroit.

34. DEMANDES CONNEXES ET LITISPENDANCE. — Pour compléter l'étude des règles de compétence posées par le traité, exposant ainsi en même temps les règles d'après lesquelles le juge saisi de l'instance en exequatur aura à apprécier si le jugement est rendu par un juge compétent, et avant d'étudier les règles de compétence émises pour la même raison par le traité pour des questions spéciales, nous étudierons deux règles de compétence, une positive sur la compétence, par connexité, et l'autre négative sur l'incompétence pour litispendance, qui placées dans cette partie de notre étude, servent à remplir et à compléter la condition de l'alinéa 5 de l'article 1^{er}.

35. COMPÉTENCE PAR CONNEXITÉ. — C'est l'article 18 du Titre II qui traite la question.

ART. 18. — « Les juridictions d'un pays où une demande est portée conformément aux règles du présent titre pourront connaître des demandes en compensation, des demandes incidentes ou accessoires et des demandes reconventionnelles.

La convention ne perd pas de vue son but qui est de faire obtenir l'exequatur à une décision, sans que celui-ci puisse être refusé par le motif que ce jugement est en contradiction avec un autre, soit national, soit étranger.

Tout en énumérant les cas où l'on se trouve en présence des demandes connexes, le traité spécifie dans l'article 19 *in fine* que sont connexes les contestations qui procèdent de la même cause et portent sur le même objet.

36. INCOMPÉTENCE POUR LITISPENDANCE. — L'article 19 établissant cette incompétence est ainsi rédigé :

ART. 19.— « Les juridictions de l'un des Etats contractants doivent, si l'une des parties le demande, se dessaisir des contestations portées devant elles, quand ces contestations sont déjà pendantes devant les juridictions de l'autre pays, ou quand elles sont connexes à d'autres contestations déjà pendantes entre les mêmes parties devant ces juridictions, sous réserve que celles-ci soient compétentes selon les règles du présent titre.

» Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause et portent sur le même objet. »

Le dernier alinéa de cet article se réfère et complète la question de la compétence par connexité, que nous venons d'étudier au paragraphe précédent, à propos de l'article 18.

Mais principalement cet article institue, mais cette fois en employant le terme *doivent* et non *peuvent*, comme il le fait à d'autres propos, l'exception de litispendance.

Cette exception a pour effet l'application du numéro 5 de l'article premier. Il est dit dans cet article que l'exequatur ne sera accordé qu'à la condition « que la décision ne soit pas en contradiction avec une autre décision déjà prononcée sur le même objet par une juridiction du pays où elle est invoquée, ou que le même litige n'ait été porté par les mêmes parties devant une juridiction de ce même pays avant que la décision invoquée ait été rendue ».

Comment donc, sinon par cette exception pour litispendance, éviter de voir l'exequatur refusé au jugement invoqué ?

En dehors de l'avantage d'échapper ainsi à la contra-

riété des jugements, on évite aussi de poser au juge auprès de qui on sollicite l'exequatur, l'alternative ou de prononcer celui-ci à l'encontre de la décision rendue par ses propres tribunaux ou les tribunaux des pays d'origine du jugement, et de laisser, en accordant l'exequatur, subsister deux jugements donnant des solutions opposées, ou de refuser l'exequatur en optant pour l'un des deux jugements.

Cette exception est nécessaire, dans une convention comme la nôtre, posant, comme on le verra plus loin, des règles de compétence habilitant en même temps les juridictions de l'un et de l'autre des deux Etats à connaître du litige. Exemple, l'article 15, que nous rencontrerons au prochain paragraphe. D'autre part, le cas s'est présenté pour la convention franco-belge, on évitera ainsi d'accorder successivement l'exequatur à deux jugements contradictoires provenant du même pays.

La preuve de la litispendance pourra être faite par la production de l'exploit d'assignation de l'huissier, par l'une des deux parties, d'habitude par le défendeur au deuxième procès.

En ce qui concerne les demandes connexes à l'égard desquelles il y a litispendance pour le principal, devant les juridictions de l'autre pays, le critérium du point de savoir si elles constituent des demandes connexes est une question de législation interne; néanmoins, l'article 19 *in fine*, ne voulant pas laisser toute la question à l'appréciation arbitraire de la loi interne, donne la base du critérium en déclarant que ce sont celles qui procèdent de la même cause et portent sur le même objet; l'article 18, d'ailleurs, on l'a vu, en donne l'énumération.

RÈGLES DE COMPÉTENCE
POUR DES QUESTIONS SPÉCIALES

37. DÉLITS ET QUASI-DÉLITS. — L'article 15, qui en traite, est ainsi conçu :

ART. 15. — « L'action en réparation de dommage causé par un délit ou quasi-délit peut être portée devant les juridictions de celui des deux pays où le fait dommageable s'est produit. »

La compétence ainsi posée est double : ou bien l'action est portée, conformément à cet article, devant le juge du pays où le dommage a eu lieu, ou bien l'article ne disant pas *doit*, mais *peut*, ce qui est une compétence facultative, devant le juge du domicile du défendeur d'après le principe de l'article 11, ledit défendeur pouvant être domicilié dans l'autre pays, ceci par souci de rendre la décision apte de toute façon à l'exequatur et d'éviter son refus pour incompétence du juge ayant rendu cette décision.

38. CONTRATS COMMERCIAUX. — Art. 14. — « Si l'action a pour objet un contrat considéré comme matière commerciale par la loi du pays où cette action est portée, le demandeur, français ou italien, peut saisir les juridictions de celui des deux pays où le contrat a été conclu ou de celui où il doit recevoir exécution. »

Il nous faut tout d'abord préciser que cet article ne s'applique qu'à la condition que la loi du pays des juridictions de qui la décision émane et dont on demande l'exequatur, considère le contrat objet du litige, comme matière commerciale.

Dans ce cas, sera considéré comme étant rendu par un juge compétent, le jugement provenant des juridic-

tions, soit du pays de la conclusion du contrat, soit de celui où il doit recevoir exécution. Entre ces juridictions qui peuvent être celles des deux Etats, le demandeur sera libre de choisir.

Cette compétence de l'article 14 n'a d'autre but que d'éviter le refus de l'exequatur pour incompétence. Quant à la compétence à l'intérieur de l'Etat, une fois cet Etat trouvé, elle sera réglée par la législation interne de ce pays.

En conséquence et en vertu de ce principe, tout jugement rendu en France pour application de l'article 420 du Code de procédure civile pourra recevoir l'exequatur en Italie, où l'on ne pourra pas lui refuser celui-ci, tout au moins pour incompétence du juge français qui l'a rendu.

39. SUCCESSIONS. — Nous ne devons pas perdre de vue que les règles de compétence énoncées à ce propos par le traité n'ont pour objet, tel que l'article 10, que l'application du n° 1 de l'article premier, c'est-à-dire l'appréciation de la compétence du juge dont émane le jugement, par le juge saisi de l'instance en exequatur. C'est l'article 17 du Titre II qui contient les règles de compétence juridictionnelle quant aux successions.

ART. 17. — « En cas de contestation entre Français et Italiens, les juridictions de celui des deux pays où le défunt avait son domicile pourront connaître, quelle que soit la nature mobilière ou immobilière des biens composant la succession :

» 1° Jusqu'au partage des actions en pétition d'hérédité, des actions en partage et de toutes autres actions entre cohéritiers et des actions contre l'exécution testamentaire ;

» 2° Jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans, à partir du jour du décès, des actions en nullité ou en révision du partage, des actions en garantie des lots et des actions des créanciers et des légataires contre les héritiers. »

Prenons d'abord l'étude de cet article, dans sa première partie.

40. C'est l'application du principe admis par les deux législations, d'après lequel la succession continue la personne du défunt; mais en dehors de cette compétence donnée aux tribunaux du pays où le défunt avait son domicile, qui est le lieu d'ouverture de la succession, l'article 17 contient une phrase qui peut prêter à discussion. Il y est dit, en effet : *quelle que soit la nature, mobilière ou immobilière, des biens composant la succession*. On pourrait, en effet, se demander si cette disposition ne constitue pas une dérogation aux principes de territorialité consacrés par la loi et la jurisprudence françaises pour la dévolution des immeubles de la succession. Nous ne le croyons pas.

Le droit commun de chaque pays reste en vigueur quant à la loi applicable. Notre convention ne pose que des dispositions de compétence juridictionnelle, même pas générale, mais spéciale, quant à l'exequatur et qui n'ont aucunement le caractère de compétence législative. La loi suivant laquelle la succession sera liquidée ne dépend nullement de l'article 17, qui n'opère, on le verra, qu'une localisation des questions soulevées par la succession.

Cette attribution de compétence juridictionnelle unique pourra engendrer des difficultés et avoir comme conséquence le refus de la part de l'un des deux pays,

d'accorder l'exequatur à un jugement liquidant la succession, et provenant de l'autre pays. Il est regrettable que la convention n'ait pas posé, à côté des règles de compétence juridictionnelle, des règles de compétence législative, sauf, on l'a vu, à propos de la faillite.

Voilà, en effet, ce qui pourra résulter à propos des successions. Ayant la compétence juridictionnelle, le juge du pays où le défunt avait son domicile appliquera à la succession son propre système (à lui, juge, dont la décision émane) de droit international privé, lequel système peut n'être pas celui du pays de l'exécution du jugement. De la compétence juridictionnelle résultera la compétence législative.

En principe, nous le verrons en étudiant l'exequatur d'après les dispositions du traité, le juge du pays d'exécution ne doit pas examiner le fond du jugement quant à l'application de la loi compétente (d'après son propre système) et devra accorder l'exequatur à ce jugement.

Mais les juges français font de la mauvaise application de la loi, nous retrouverons d'ailleurs ceci dans notre chapitre III, sur l'ordre public, un cas d'ordre public, et ils refuseront, croyons-nous, d'accorder l'exequatur à un jugement appliquant un autre système de droit international que le leur.

41. Examinons maintenant les points de détail de notre texte :

1° Le juge du domicile du défunt, y est-il dit, pourra connaître jusqu'au partage (cette compétence du juge, tout en étant facultative, sera toujours observée, à raison des avantages pratiques qu'elle présente).

De toutes actions en pétition d'hérédité, des actions en partage et de toutes autres actions entre cohéritiers

et des actions contre l'exécuteur testamentaire. Ceci n'est que l'application du n° 1 du paragraphe 6 de l'article 59 du Code de procédure civile, sauf en ce qui concerne l'exécuteur testamentaire et la pétition d'hérédité. C'est donc l'application du droit commun, mais cette compétence doit expirer au partage.

2° Tandis que le n° 2 de cet article 17 proroge la compétence de ce tribunal pendant deux ans depuis le décès et non depuis le partage, pour les actions en nullité ou en revision du partage, des actions en garantie des lots et des actions des légataires et des créanciers contre les héritiers. Ce n'est, en somme que l'application du même désir de la part des deux Etats, de centraliser les différends soulevés par une succession chez le même juge qui est l'origine de ces règles et nous ne voyons aucune incompatibilité dans cette affirmation de compétence unique, avec les dispositions de la loi interne.

Ces dispositions concentrent, peut-on dire, au domicile du défunt, lieu d'ouverture de la succession, tout ce que la succession peut soulever comme contestations. Sera considéré comme domicile du défunt, le lieu où est situé le siège principal de ses affaires, et dans le cas où il n'aurait pas de domicile dans le pays, le lieu de sa dernière résidence constituera son domicile.

Avons-nous besoin de répéter que l'article 17 n'émet pas de règles générales de compétence, qu'il n'a en vue que l'exequatur, s'efforçant d'éviter, dans la mesure du possible, le refus de l'exequatur pour incompétence à un jugement pour lequel cette faveur est sollicitée¹.

1. Voir en ce sens, un article tout récent de Audinet, *La convention.*, (*Revue du droit international privé*, 1931, n° 4, p. 634).

CHAPITRE III

L'ordre public

CHAPITRE III

L'ORDRE PUBLIC

42. Comme nous l'avons énoncé au chapitre précédent, parmi les conditions que la convention exige en vue de l'exéquatur, des décisions judiciaires et autres actes auxquels s'étendent les effets de la convention, la compatibilité de l'acte juridique à exécuter avec l'ordre public du pays d'exécution est requise et fera l'objet de vérification par le juge du pays d'exécution.

Nous devons mentionner, dès le début de ce chapitre, que nous ne prétendons pas, dans cette étude, donner une définition de l'ordre public, la doctrine courante reconnaissant son impossibilité à ce sujet ainsi qu'une énumération même pas approximative des cas. Nous nous contentons de mentionner d'ailleurs l'opinion de M. Bartin¹, sur cette impossibilité dans le sens de laquelle la plupart des auteurs se range.

« Essentiellement variable et mobile dans ses applications, cette notion ne comporte même pas une définition approximative qui en limiterait ses manifestations au domaine encore trop large des dispositions impératives ou prohibitives. » Et immédiatement après dans le numéro suivant : « Tout en elle est exceptionnel, depuis la territorialité spéciale de ses effets et l'ac-

1. E. Bartin, *op. cit.*, chap. 101 et 102, p. 267.

tualité de son intervention, jusqu'à la mobilité de ses applications à l'impossibilité de sa définition. C'est une notion contraire au principe de la communauté de droit. »

Le texte de la convention imposant cette condition est l'article premier, dans son deuxième alinéa, dont voici l'énoncé : « Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où elle est invoquée. »

Des dispositions essentiellement pareilles étaient insérées dans les traités antérieurs de la France avec la Suisse, article 17, alinéa 3, et de la France avec la Belgique, article 11, alinéa 1.

Tout en ne prétendant pas donner une énumération des causes pour lesquelles un jugement étranger n'obtiendra pas l'exequatur par incompatibilité avec l'ordre public, nous essaierons d'étudier cette question quant à notre convention.

43. Dans les cas qui se présenteront, qu'aurons-nous ? Un jugement de droit privé à rendre exécutoire, soit un jugement italien en France, soit un jugement français en Italie.

Les législations et les conceptions juridiques des deux Etats sont très proches, sauf à certains points exceptionnels, l'une de l'autre, et le seront encore plus si le projet du Code commun des obligations, ayant abouti, entre en vigueur.

Déjà, sous l'empire du traité franco-sarde du 24 mars 1760, nous lisons dans les conventions internationales de M. Pillet, que peu de cas de refus de l'exequatur pour incompatibilité avec l'ordre public se sont présentés.

Il n'y eut que trois applications :

1° Pour inobservation des délais de citation, Aix, 8 décembre 1858, Sirey, 1859.2.605, Isnard c. Blanc;

2° La disposition du jugement italien ordonnant la contrainte par corps du débiteur n'a pas été appliquée, Chambéry, 25 janvier 1873, Clunet, 1874, p. 306 ;

3° L'exequatur fut refusé parce qu'il existait un jugement français sur le même objet, ayant l'autorité de la chose jugée, Paris, 1^{er} février 1884, Baffico c. Dreyfus, Clunet, 1884, p. 394.

Mais notre convention rend impossible la contrariété des jugements, soit dans le pays de l'exécution, soit dans le pays d'origine, par des dispositions spéciales rendant impossible, par l'alinéa 5 de l'article 1^{er}, la contrariété au pays d'exécution et en établissant l'exception pour litispendance par l'article 19, dans le pays d'origine du jugement.

D'ailleurs, en cas de contrariété de la décision, dorénavant, ce ne sera plus en vertu de l'ordre public que l'exequatur sera refusé, mais en vertu de l'une des dispositions spéciales du traité, et encore si cette contrariété est absolue. Tribunal de la Seine, 19 déc. 1900. Clunet, 02, 601. D'autre part, l'établissement des délais plus longs, l'exigence de la citation régulière et en temps utile du défendeur, rend encore impossible l'exequatur en vertu de l'ordre public, mais pour inobservation de ces dispositions et de leur chef.

En plus, la convention établit des règles complètes de compétence qui éviteront le refus de l'exequatur, et si celui-ci est refusé à un jugement pour l'incompétence du juge dont il émane, ce ne sera encore pas à cause de l'ordre public, mais pour inobservation des règles spécialement émises à ce propos.

Ce n'est donc pas là que nous devons chercher les cas d'application de l'exception de l'ordre public d'où il résultera le refus de l'exequatur.

44. L'exequatur, si on applique la convention d'une façon stricte, ne pourra être refusé que si le dispositif du jugement est contraire à l'ordre public du pays où il est invoqué, si son exécution, par les mesures qu'il édicte, devient impossible.

Mais l'ordre public du pays de l'exécution peut être violé, non seulement par l'exécution du dispositif de la décision judiciaire, mais aussi parce que cette décision peut procéder d'une cause contraire à l'ordre public.

Il faut, pour qu'un jugement reçoive l'exequatur, qu'il ait été rendu conformément aux principes de droit international privé, reconnus dans le pays de l'exécution, et cette exigence persiste au cas où l'on se trouve en présence d'un traité qui, quelle que soit sa latitude, ne peut jamais être interprété comme donnant l'ordre d'accueillir favorablement et de faire exécuter un jugement irrégulier dans sa source même, et ayant été par hypothèse rendu sur la base des lois qui n'étaient pas compétentes.

C'est le système international du pays d'exequatur qui doit être suivi et non la loi interne du pays dont le jugement émane.

Notre traité, comme celui avec la Suisse, refuse au juge de l'exequatur le droit de revision au fond du jugement et par application stricte de la convention de 1869, voici ce qui est advenu :

Les tribunaux suisses ont accordé l'exequatur à un jugement français, prononçant le divorce de deux Ita-

liens. Ils ont par là sanctionné un jugement rendu contrairement aux règles du droit international privé et donné ainsi l'exemple des conséquences qui pourraient dériver.

45. La jurisprudence, tout en n'étant pas nettement orientée dans le sens de contrôle de la compatibilité, non seulement du dispositif du jugement avec l'ordre public, mais aussi de la compatibilité des causes dont ce jugement précède, a donné ce sens nouveau de la notion de l'ordre public, en appliquant le traité franco-belge de 1889.

Elle a ainsi refusé l'exequatur, Tribunal de la Seine, 6 mai 1904, *Clunet*, 1904, 691, en déclarant d'ordre public les dispositions des articles 550 et 576 du Code de commerce, à un jugement belge qui avait accordé des dommages et intérêts à des vendeurs d'objets mobiliers qui avaient exercé leur droit de retention, ce jugement donnant une interprétation plus large faite pourtant à des articles identiques.

L'exequatur fut encore refusé à une décision française refusant le privilège de vendeur dans un cas où la loi belge l'accordait (trib. de Liège, 14 nov. 1907 ; *Clunet* 1908, 565), et, aussi, à un jugement français, homologuant le concordat et la remise au failli de son passif, en Belgique les concordats préventifs n'emportant pas extinction des obligations du débiteur (trib. de Liège, 17 oct. 1905 ; *Clunet* 1906, 1194).

De même, dernièrement, une décision du tribunal de Lyon, le 24 avril 1929 (*Moniteur judiciaire*, 29 nov. 1929), a déclaré que l'ordre public s'oppose en France et, par là même, a refusé l'exequatur d'un jugement italien

déclarant en faillite, en Italie, une femme mariée, les sociétés entre époux restant prohibées en France.

46. Les questions que notre convention va soulever pour la non-conformité de l'ordre public du pays d'exécution avec l'acte à exécuter, croyons-nous pouvoir dire, ce qui est d'ailleurs dans le sens de la jurisprudence énoncée plus haut, seront — puisque l'incompétence, la violation du droit de défense et la contrariété des jugements seront sinon évités, du moins le refus de l'exequatur à leur propos se fera du chef spécial des textes posant ces conditions — dans la majeure partie, des cas dans lesquels la décision ne serait pas conforme aux principes généraux de compétence législative et même aussi pour violation de dispositions générales de droit international admises par le pays de l'exequatur.

En effet, en dehors de la faillite, à propos de laquelle la convention a posé des règles de compétence non seulement juridictionnelle, mais aussi législative, tel l'article 24, pour les autres décisions judiciaires, n'a pas formulé des dispositions de cet ordre (Législatives).

Il en résultera nécessairement des cas dans lesquels les deux systèmes de droit international des deux Etats, étant différents, l'exequatur sera refusé au jugement de l'un des Etats qui violerait le système de l'autre.

Ces cas, nous ne pouvons pas évidemment les prévoir. La notion de l'ordre public étant variable dans le temps.

Les jugements sur l'état des personnes étant de part et d'autre rendus en tenant compte de l'application de la loi personnelle, ne présenteront pas de difficulté.

47. Mais là où il y en aura certainement refus de l'exequatur dans l'application de notre convention, ce sera pour les jugements réglant les successions quant à leurs dispositions sur les immeubles.

En vertu, en effet, de l'article 17, il y aura compétence juridictionnelle unique quelle que soit la nature de la succession mobilière ou immobilière. Nous l'avons étudié à notre chapitre sur la compétence.

Si le *de cuius* a son domicile en France, il n'y aura pas de difficulté si les immeubles se trouvent en France, parce que l'exequatur ne sera pas demandé en Italie, et pour les immeubles situés en Italie, les tribunaux français observeront la règle *rei sitae*.

Mais si le *de cuius* italien a son domicile en Italie, le jugement italien appliquera ses principes en la matière. D'après l'article 8 des préliminaires du Code civil italien, il appliquera la loi italienne, régissant la dévolution, même de la succession immobilière, pour des immeubles situés en France.

Ce jugement, tout en réunissant les conditions requises par le traité, se verra refuser l'exequatur des juges français qui tiennent absolument à l'application de la loi territoriale aux immeubles.

Ces considérations sur la possibilité de refus de l'exequatur pour mauvaise application de la loi, sur le motif et à cause de l'ordre public, s'appliqueront aussi à tout jugement procédant des causes politiques, ou consacrant une injustice flagrante.

Cette déviation, quant à son application, apportée par la jurisprudence à la notion de l'ordre public, ne serait pas faite si les conventions contenaient des dispositions de compétence législative ; elle n'est que le

palliatif du refus du droit de révision du fond du jugement au juge de l'exequatur.

Il serait osé d'essayer de donner une énumération des cas du refus de l'exequatur d'un jugement pour contrariété avec l'ordre public, la convention étudiée n'étant pas appliquée encore, par l'absence des ratifications nécessaires de la part des deux pays.

48. Mais nous croyons à ce propos pouvoir dire que le nombre de cas de refus de l'exequatur ira en diminuant dans le temps, par suite de la possibilité prévue par le traité de l'exécution partielle du jugement.

Cette disposition, pour la première fois insérée dans une convention sur cette question, est le résultat de la jurisprudence.

Elle a, en effet, en appliquant le traité franco-belge de 1899, émis la règle que l'ordre public du pays d'exécution n'interdit l'exequatur que sur les points qui l'intéressent, mais que rien ne s'oppose à ce que le jugement étranger soit exécuté dans celles de ses parties qui sont compatibles avec l'ordre public. Dans ce sens (trib. Seine, 27 déc. 1904 ; Clunet 1905, C. de cass. belge 6 juin 1907, 361 ; Clunet, 1908, 215). L'article 3 est ainsi conçu dans son troisième alinéa : « L'exequatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère. »

CHAPITRE IV

Questions diverses

CHAPITRE IV

QUESTIONS DIVERSES

En dehors des conditions exigées par le traité pour l'obtention de l'exequatur et des règles émises à ce propos, il contient diverses règles et garanties, lesquelles, ne pouvant pas faire l'objet chacune d'un chapitre spécial et ne rentrant pas, comme celles de la litispendance, dans un de nos chapitres généraux, seront examinées dans ce chapitre, tout en étant pas des dispositions spéciales en vue de l'exequatur, elles complètent en effet ces règles.

Voici leur objet :

49. PROLONGATION DES DÉLAIS. — ART. 34. — « Lorsqu'un Français, domicilié en France, sera partie dans une action portée devant les juridictions italiennes, ou devra accomplir une formalité en Italie, et lorsqu'un Italien, domicilié en Italie, sera partie dans une action portée devant les juridictions françaises, ou devra accomplir une formalité en France, les délais prévus par les lois de procédure seront augmentés d'un mois, à moins que ces lois elles-mêmes n'accordent un délai plus long. »

L'application de ce texte n'est pas susceptible de soulever des difficultés. Nous devons seulement remarquer

que les délais posés pourront servir à l'appréciation, par le juge de l'exequatur, de la conformité de la décision avec le n° 4 de l'article 1^{er}, quant à la légalité de la citation.

Nous nous bornons donc à constater que les délais ainsi prolongés seront, conformément à l'article 73 du Code de procédure civile, applicables aussi bien pour la citation (art. 5 C. proc. civ.), l'ajournement (art. 73) et l'appel (art. 456 C. proc. civ.) augmentés d'un mois, puisque les délais donnés par la loi ne dépassent pas un mois, ce qui portera ces délais à deux mois du jour de l'assignation.

50. DISPENSE DE LA « CAUTIO JUDICATUM SOLVI ». — Nous nous bornons à citer l'article 31 qui émet cette proposition, qui, par ses termes généraux, ne donne lieu à aucun commentaire.

ART. 31. — « Aucun dépôt ni caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des deux Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les juridictions de l'autre Etat.

51. SUPPRESSION DE L'INCOMPÉTENCE POUR EXTRANEITÉ.
— Cette règle, ainsi que la suivante, sont les seules contenues dans le traité qui ne soient pas des règles spécialement émises en vue de l'exequatur. Ces règles se trouvent au Titre III et l'article 10, en limitant l'effet de règles de compétence posées par le traité, limite lui-même son effet aux règles du Titre II.

ART. 29. — « En matière civile ou commerciale, dans

les instances portées devant les juridictions italiennes par un Français et devant les juridictions françaises par un Italien, les juges ne peuvent se déclarer incompetents en raison de l'extranéité des parties. »

Nous raisonnons pour la France :

Quelle est la portée d'application de cet article ?

Pour les procès dans lesquels le défendeur est Français, et le demandeur Italien, la question ne se pose pas. En France, les tribunaux sont compétents en vertu de la loi interne (art. 15 C. civ.).

Le texte a donc voulu consacrer, croyons-nous, ce que la jurisprudence admettait déjà, c'est-à-dire qu'il a voulu considérer que les tribunaux saisis d'un litige entre étrangers sont compétents d'après les règles générales de procédure.

La conséquence de ce texte sera, à notre avis, que le juge français sera considéré comme compétent quand il aura devant lui un demandeur italien, quelle que soit la nationalité du défendeur, si, toutefois, il peut être compétent d'après les dispositions du droit commun.

52. SUPPRESSION DU PRIVILÈGE DE NATIONALITÉ.— L'étude de l'article 30 de la convention nous retiendra plus longtemps.

Il pose le principe de l'incompétence du juge national du demandeur, quand ce juge n'a que la nationalité du demandeur comme motif d'attribution de compétence.

ART. 30. — « Les règles par lesquelles la législation d'un des deux Etats déclare ses juridictions compétentes en raison uniquement de la nationalité du demandeur et sans aucun autre titre de compétence en ce qui concerne les contestations relatives à des obligations

nées d'un contrat ou quasi-contrat, ou d'un délit ou quasi-délit, ne seront pas applicables aux ressortissants de l'autre Etat dans les cas suivants :

1° Lorsque le défendeur a son domicile ou sa résidence dans le pays dont il est ressortissant ;

2° Lorsque l'obligation est née ou doit être exécutée dans le pays dont le défendeur est ressortissant.

La disposition qui précède doit être appliquée d'office par les juridictions de chacun des deux pays.

Cet article, la rédaction de ses alinéas 1^{er} et 2 le prouve, est destiné à neutraliser, si l'on peut dire, l'article 14 du Code civil français qui, contrairement à la règle *actor sequitur*, etc., donne en raison seulement de la qualité de français du demandeur et à défaut de tout autre motif, compétence aux tribunaux français, à l'effet de connaître de tout procès porté devant lui par un citoyen français, même s'il s'agit d'une contestation relative à un contrat conclu à l'étranger et y recevant exécution.

Cet article, qui faisait l'objet d'une large interprétation de la jurisprudence, s'appliquait, non seulement en matière contractuelle, qu'il mentionnait, mais, d'une façon générale, à toute action personnelle.

Toutefois, au lieu d'avoir un effet favorable au demandeur français, dans les cas très fréquents où il était obligé d'exécuter à l'étranger la décision du juge français, le demandeur voyait l'exequatur, sollicité pour sa décision, refusé par le juge du pays étranger pour incompétence du juge saisi (du juge français).

Il y a même plus, dans certains pays, par exemple l'Italie, ce texte (l'art. 14) a eu pour résultat de provoquer une disposition législative des représailles, exactement inverse.

Ainsi, l'article 105 du Code de procédure civile italien permet d'assigner devant les tribunaux du royaume des défendeurs étrangers à qui leurs lois intérieures permettent d'assigner à l'occasion dans leurs pays des Italiens.

C'est pour remédier à cet inconvénient que l'article 30 a trouvé place dans notre traité.

Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'il ne se trouve pas placé dans le Titre II, consacré spécialement aux règles d'après lesquelles la compétence du juge, dont le jugement est en instance d'exequatur dans l'autre pays, sera appréciée, mais au Titre III de la convention, sous la désignation « Dispositions diverses », ce qui nous porte à penser que les règles émises dans ce Titre, tout en devant servir indirectement à faciliter l'exequatur, ont, en échappant à la limitation de l'article 10, une portée générale et constituent des dispositions générales de compétence.

Mais l'article ne s'arrête pas là.

Il y est dit, en effet, *in fine*, que les dispositions de ce texte n'auront pas besoin, pour être appliquées, d'être requises par les parties, mais devront être appliquées d'office par le juge. En résumé, quand le demandeur, soit français, en France, soit italien, en Italie, ne se prévaut, pour s'adresser à son juge, que de sa qualité de national, et si le juge ne trouve nulle autre raison pour fonder sa compétence, il doit se déclarer incompétent si le défendeur est ressortissant de l'autre pays.

Les articles 14 du Code civil français et 105 du Code de procédure civile italienne ne recevront pas application quand il s'agira d'un défendeur italien en France et français en Italie.

CHAPITRE V

L'Exequatur

CHAPITRE V

L'EXEQUATUR

53. Les décisions judiciaires étrangères, émanant des autorités d'un pays déterminé, possèdent, sous certaines conditions, universellement reconnues par la presque totalité des Etats faisant partie de la communauté internationale, deux caractères essentiels. D'abord, l'autorité de la chose jugée, qui est en définitive la présomption du bien jugé, par l'application de la loi normalement applicable, mettant terme au litige et, en second lieu, la force exécutoire, c'est-à-dire une formule de commandement afin de réquérir le concours de l'autorité et de la force publique pour procéder par contrainte même par l'emploi des mesures rigoureuses de coercition à l'accomplissement matériel de ses dispositions.

Cette force exécutoire, émanation de la souveraineté de ce pays, expire nécessairement à la frontière ; toutefois, les principes modernes, non par courtoisie mais par nécessité en raison de la multiplication des rapports internationaux, ont abouti à créer sur ce *sujet* un droit conventionnel, en vertu duquel l'autorité de la chose jugée reste acquise à la décision étrangère au delà des frontières de son pays d'origine.

Mais l'exécution matérielle de la décision dans un

pays étranger n'est possible qu'en vertu d'une disposition des autorités de cet Etat.

Nous raisonnons pour la France.

Ayant à exécuter un jugement étranger en France, la personne au profit de laquelle ce jugement est rendu se verra forcée de demander aux tribunaux français de conférer à son jugement la force exécutoire qui lui manque : l'exequatur.

54. Nous trouvons, dans ces cas, principalement trois systèmes que nous ne faisons qu'énoncer très brièvement, pour pouvoir passer à l'étude de l'exequatur d'après le traité du 3 juin 1930.

Il y a, disons-nous, trois systèmes : le premier est celui du droit commun, système de rigueur, celui de la revision, et le deuxième celui du contrôle limité, système institué par les traités d'exécution des jugements, et, en troisième lieu, le système proposé par une grande partie de la doctrine, le système du contrôle illimité. Nous ne faisons que rappeler leurs caractéristiques :

1° SYSTÈME DE LA REVISION. — Le juge français, auprès de qui on sollicite l'exequatur du jugement étranger, examinera, avant d'accorder cet exequatur, non seulement la forme mais, aussi, le fond du procès. Il pourra reprendre le procès devant lui. « La maîtrise du juge français aboutit presque à la maîtrise sur le litige lui-même. » (Bartin, *op. citus*).

Le jugement qui, en définitive, sera exécuté, ne sera plus le jugement étranger mais sera, en quelque sorte, le jugement du juge français, puisque ce juge aura le pouvoir d'accorder l'exequatur, de le refuser, de ne l'accorder que partiellement et de modifier en tout ou

en partie le jugement étranger. Ce n'est pas la place de faire le procès de ce système qui est la négation du respect dû aux droits acquis.

Système de contrôle limité. — Dans ce système qui, comme on le verra, est le système adopté par notre convention, les pouvoirs des juges sont limités à une simple vérification. Les jugements étrangers sont présumés avoir et conserver l'autorité de la chose jugée en France et le juge français se contentera d'effectuer un triple contrôle : a) De la compétence du juge dont émane le jugement ; b) De la compatibilité de ses dispositions avec l'ordre public ; c) De l'application de la loi compétente.

Système de contrôle illimité. — Entre ces deux systèmes, il en existe un troisième ne présentant pas, quant à la liberté laissée au juge, les inconvénients du système de la revision, ni les dangers du système de contrôle limité dans lequel le juge de l'exequatur, après avoir vérifié l'existence de certaines conditions, sera obligé d'accorder l'exequatur sans examiner le fond de la décision.

C'est vers ce système que la jurisprudence fait évoluer le système de contrôle limité institué par les conventions et, ceci, par le nouveau sens qu'elle donne à la notion de l'ordre public en appréciant la compatibilité de la décision judiciaire étrangère avec celui-ci¹.

55. SYSTÈME INSTITUÉ PAR LA CONVENTION. — Les textes du traité relatifs à cette question sont les suivants :

ARTICLE PREMIER.— « Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les juridictions de l'une des

1. Sur ce point, voir notre chapitre sur l'ordre public

Hautes Parties Contractantes, ont, de plein droit, l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre partie si elles réunissent, etc... » Suivent les conditions que le jugement doit réunir et que nous avons déjà étudiées.

Comme nous le voyons par ce texte, que nous n'avons pas à expliquer, la convention s'empresse, dès son premier article, de poser le principe d'après lequel les décisions judiciaires seront considérées comme ayant, en la conservant, l'autorité de la chose jugée, ce qui a pour conséquence d'interdire au juge, soit français, soit italien, chargé d'accorder l'exequatur à un jugement de l'autre pays, de modifier en quoi que ce soit le dispositif du jugement.

Les pouvoirs de ce juge sont donc limités à la vérification du point de savoir si le jugement remplit les conditions prévues à l'article 1^{er}, ce que confirme et précise l'article 3 en disant :

ART. 3. — « L'exequatur est accordé à la demande de toute partie intéressée par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

» Cette autorité doit se borner à vérifier si les conditions prévues à l'article 1^{er} sont remplies : Elle procédera d'office à cet examen et devra en constater le résultat dans son jugement. Celui-ci a effet, etc... ».

Ce qui précède nous permet d'affirmer que les pouvoirs du juge en face d'une décision judiciaire sont, le texte le dit clairement, de simples pouvoirs de vérification et de constatation, que les conditions requises sont remplies et que tout droit de toucher le fond du procès lui est refusé.

Il aura, ou bien à accorder l'exequatur ou à refuser celui-ci, sauf s'il n'y a qu'une partie de ce jugement qui

n'est pas susceptible d'exécution et, dans ce cas, l'exequatur partiel peut être accordé conformément au deuxième alinéa de l'article 3. « L'exequatur peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère ».

La convention distingue l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire, le bien jugé définitif de la décision et sa force exécutoire, qui, tout en étant réclamée au pays d'origine comme condition d'aptitude de la décision en vue de l'exequatur, doit être obtenue de nouveau dans le pays d'exécution.

56. Cet exequatur, aussi benin soit-il, institué par la convention est la formalité obligatoire et indispensable de toute exécution dans l'un des deux pays. Les décisions judiciaires ne peuvent, dit l'article 2, donner lieu à aucune exécution forcée, ni faire l'objet d'aucune formalité publique, qu'après y avoir été déclarées exécutoires.

Cette exigence de l'article 2, rendant l'exequatur indispensable, non seulement pour l'exécution-coercition de la décision, mais aussi pour toute formalité publique, comme l'inscription aux registres publics, tranche la question de savoir si certains jugements, constatant un fait juridique, ont besoin de l'exequatur : les jugements sur l'état des personnes à l'égard desquels la nécessité de l'exequatur était discutée. Par ce que nous empruntons le raisonnement à M. Pillet¹, l'exécution d'un jugement étranger peut consister dans un obstacle mis par ce jugement étranger à l'exercice d'un droit en

¹. *Traité pratique de droit international privé*, t. II. Paris, 1925

France et cet obstacle qui arrête l'action de la force publique, au lieu de la mettre en mouvement, paraît présenter le caractère d'acte d'exécution aussi nettement que ferait une mainmise sur les biens.

Le fait d'invoquer un jugement étranger est d'obtenir un effet juridique. Cet effet juridique, quel qu'il soit, est l'exécution du jugement.

SECTION I. — L'INSTANCE EN FRANCE

57. AUTORITÉ COMPÉTENTE A ACCORDER L'EXEQUATUR. — Nous ne nous occupons que des décisions judiciaires.

En ce qui concerne les sentences arbitrales et les actes authentiques, nous étudions la question dans son ensemble aux chapitres spéciaux que nous leur consacrons.

L'autorité compétente en France pour accorder l'exequatur est, d'après la jurisprudence presque unanime, le tribunal civil auprès duquel l'on se propose d'exécuter le jugement étranger, soit dans son ensemble, soit pour la majeure partie de ses chefs.

C'est le tribunal de première instance qui a la plénitude de juridiction et à qui doit appartenir le droit de déclarer exécutoire ce jugement étranger quelle que soit la juridiction étrangère dont émane cette décision, sans tenir compte de la nature du litige. (Niboyet, chap. 820, Op. cit.).

Il ne pourrait en être autrement que s'il y avait dans le traité une disposition conventionnelle contraire, ce que nous ne trouvons pas.

Tout au contraire, la convention se contente de ren-

voyer la partie intéressée devant l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'exequatur est requis (art. 3).

58. PROCÉDURE. — L'instance qui doit aboutir à l'exequatur du jugement étranger, à défaut actuellement de dispositions législatives spéciales, doit être commencée par le moyen du droit commun de la saisine du juge, c'est-à-dire par l'exploit d'ajournement. Cette façon d'introduire l'instance doit être suivie, à défaut d'autre disposition contraire, du traité et même sur son renvoi spécial contenu dans l'alinéa final de l'article 3 ainsi conçu :

« La procédure de demande en exequatur est réglée par la loi du pays où l'exécution est demandée. »

L'exploit d'ajournement constitue donc le moyen de principe d'introduire l'instance. C'est le seul moyen, sauf si le défendeur au procès demande incidemment l'exequatur d'un jugement étranger. (Par ex., dans une demande reconventionnelle.) Paris, 11 mai 1869, Sirey, 1870.2.10.

Devant le tribunal de première instance, la procédure sera celle d'une instance ordinaire en matière civile. Mais comme le dit l'article 3, les pouvoirs du tribunal seront limités. Le tribunal constatera si les conditions prévues à l'article 1^{er} sont remplies, en procédant à cet examen d'office; néanmoins, l'article 4 oblige le demandeur à certaines formalités ou plutôt à la production de certains actes que nous verrons au paragraphe suivant. Il s'agit là des règles communes pour la procédure d'exequatur aux deux pays.

59. FORMALITÉS REQUISES PAR LE TRAITÉ DANS L'INSTANCE D'EXEQUATUR. — Les formalités ou plutôt les actes que

le demandeur à l'instance en exequatur doit produire devant le juge qui aura à l'accorder sont contenus dans l'article 4 ; elles servent à faciliter la tâche du juge de l'exequatur et à faire la preuve que les conditions de l'article 1^{er} sont remplies.

Tout d'abord, nous devons mentionner l'alinéa 5 de cet article qui nous évitera des répétitions s'appliquant aux autres que nous énoncerons immédiatement après :

« Une traduction des pièces énumérées ci-dessus certifiée conforme d'après les règles admises par les lois du pays où la décision est invoquée, ou par les traités, sauf dispense de la part de l'autorité judiciaire compétente. »

Cette traduction proviendra, soit d'un traducteur juré, soit des autorités consulaires du pays dont émanent ces actes.

Comme c'est une formalité coûteuse, le tribunal, d'après ce même texte, peut dispenser la partie invoquant la décision judiciaire, de le faire, ceci probablement quand leur authenticité n'est pas contestée.

1° La première de ces formalités est la production de la décision judiciaire que l'on invoque.

ARTICLE PREMIER. — « Une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité. »

Ce sera une copie du jugement délivrée et certifiée conforme par le greffier, dont la signature devra être légalisée.

2° *Alinéa 2 du même article.* — « L'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification. »

Ceci afin de faciliter la tâche du juge pour apprécier l'autorité de la chose jugée de la décision.

Cet exploit de signification dûment légalisé.

3° *Preuve de l'autorité de la chose jugée.* — L'alinéa 3 de l'article 4 est ainsi conçu : La partie qui invoque doit produire; alinéa 3 : « Les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire. »

Ces pièces consisteront en un certificat du greffier du tribunal dont émane le jugement, constatant que les délais fixés par la loi sont expirés sans qu'il y ait eu de la part du perdant soit appel soit opposition formée contre le jugement.

4° La dernière des formalités sert à remplir la condition de l'alinéa 4 de l'article 1^{er}, quant aux jugements par défaut.

ART. 4, *alinéa 4.* — « Une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile. »

Cet acte sera délivré par l'huissier ayant remis la citation, avec copie de celle-ci, énonçant le temps écoulé entre la citation et le procès pour apprécier le temps utile.

60. Pour terminer ce chapitre, nous mentionnons l'article 9 de la convention qui étend, sans aucune formalité, l'effet de l'assistance judiciaire du pays d'origine du plaideur au pays d'exécution du jugement en ce qui concerne l'instance en exequatur.

ART. 9. — « Les décisions rendues par les jurisprudences de l'un des deux Etats en faveur d'une partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite

seront déclarées exécutoires gratuitement sur le territoire de l'autre Etat, sans que la partie qui en demande l'exécution soit tenue d'obtenir à nouveau, à cet effet, l'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite. »

SECTION II. — EN ITALIE.

61. L'autorité compétente pour accorder l'exequatur est conformément à l'article 941 du Code de procédure civile, la Cour d'appel du royaume ou des colonies dans le ressort de laquelle les décisions étrangères doivent être exécutées après que la Cour, par un jugement de *delibazione*, procédure spéciale en la matière, les aura rendues exécutoires.

Mais nous devons remarquer que le projet du nouveau Code de procédure civile dans son article 407 quant au juge compétent pour accorder l'exequatur d'un jugement étranger, dispose :

Art. 407. — « La demande en exequatur d'un jugement étranger est portée devant le juge qui, aux termes du présent Code, serait compétent pour connaître de l'affaire sur laquelle le juge étranger a statué; toutefois, dans aucun cas, un juge statuant seul ne pourra être compétent.

» Si ladite demande est formée par voie incidente, elle est portée devant le juge compétent sur la demande principale, à moins que l'exequatur ne soit demandé à tous effets, conformément à l'article 151.

» En pareil cas, la demande en exequatur se poursuit par procédure séparée, en observant les règles de compétence, etc.... »

CHAPITRE VI

Le jugement d'exequatur et ses effets

CHAPITRE VI

LE JUGEMENT D'EXEQUATUR ET SES EFFETS

62. La convention du 3 juin 1930 a, comme les traités franco-suisse et franco-belge sur le même objet, distingué l'autorité de la chose jugée, reconnue de plein droit aux jugements de l'autre pays.

Ce n'est que la force exécutoire qui ne leur est reconnue qu'à la condition que ces jugements soient revêtus de l'exequatur du pays d'exécution, c'est ce que porte l'article 2 : « Ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre partie... qu'après y avoir été déclarées exécutoires. »

Les conditions qu'elles doivent remplir et la procédure connue de l'exequatur, nous les avons déjà étudiées dans les chapitres précédents.

Le jugement, donc, accordant l'exequatur par suite du respect dû au fond du jugement étranger, la convention déterminant les pouvoirs du juge saisi de l'instance en exequatur ne pourra contenir rien qui puisse en modifier le sens et le contenu du jugement étranger.

De cette obligation de respecter le dispositif du jugement étranger, il résulte que celui-ci ne doit pas statuer sur des demandes nouvelles. Par conséquent, il a été

jugé par le tribunal de la Seine, 31 octobre 1911¹, que le juge saisi de l'instance en exequatur ne pourra transformer une condamnation prononcée à l'étranger contre une association en nom collectif, en condamnation rendue contre les associés pris en leur nom personnel.

Ce sont les mêmes personnes que le jugement étranger a atteintes, qui doivent faire l'objet de la condamnation portée par le jugement de l'exequatur. Aussi la réduction des intérêts alloués est considérée comme une modification de la décision étrangère. Nancy, 1877. 6 juillet. Par contre et dans le même ordre d'idées, le juge de l'exequatur ne peut pas aggraver la condamnation.

Mais la jurisprudence pousse plus loin encore les conséquences de ce respect dû à l'autorité de la chose jugée, du dispositif du jugement étranger, n'admettant, parce que le juge de l'exequatur par là même examinerait le fond du jugement en refusant de prendre en considération toute demande nouvelle et par conséquent statuer sur elle dans le jugement de l'exequatur. Elle déclare ainsi irrecevables les demandes reconventionnelles, les demandes en garantie, et même ce qui peut avoir des conséquences injustes pour le défendeur, les demandes en compensation.

63. Outre ses propositions négatives, le jugement accordant l'exequatur ordonnera s'il y a lieu l'exécution provisoire conformément à l'article 135, Code de pro-

1. *Revue de droit international privé*, 1912, p. 384.

2. S. 78.2.129.

cédure civile. Le tribunal, en plus, s'il y a lieu, ordonnera à l'égard du jugement étranger, les mêmes mesures de publicité que la loi aurait exigées si le jugement avait été rendu par un tribunal de ce pays.

Ainsi, un jugement de séparation de biens, rendu en Italie et exécuté en France, devra être publié de la façon prévue par l'article 1445 du Code civil. De même un jugement d'interdiction conformément à l'article 501 du Code civil. Ce jugement doit être signifié au défendeur, conformément aux règles du droit commun. Etant en effet, considéré comme un jugement ordinaire, il est susceptible des recours du droit commun, par exemple de l'appel.

64. EFFETS DU JUGEMENT EXEQUATURE. — Après que l'autorité compétente aux conditions que nous avons étudiées eut investi le jugement étranger de la force exécutoire qui lui faisait défaut, la question suivante se pose. Quels seront les effets produits ?

Et, tout d'abord, quel sera le point de départ de ses effets ?

L'exequatur, accordé à ce jugement étranger, ne changera en rien son caractère étranger, ce qui aura pour conséquence de lui faire produire son effet depuis le jour où il a été rendu. Ceci ne saurait porter atteinte aux droits antérieurement acquis sur les biens, par exemple, faisant l'objet d'exécution. C'est dans ce sens que la jurisprudence française se place comme on le voit dans les deux décisions que nous donnons à ce propos. Ainsi, il a été décidé que les intérêts de la condamnation sont dus, depuis le jour où la loi d'origine de la décision les faisait courir, Paris, 20 avril 1905¹.

1. *Rev.*, 1905, 344.

Le paiement d'une pension accordée par une ordonnance étrangère est dû après exequatur, depuis la date de l'ordonnance. Tribunal de la Seine, 24 mars 1923¹. Avant de passer à l'étude des effets du jugement revêtu de l'exequatur, nous devons mentionner que nous ne nous occuperons pas, ici, des effets qu'une décision judiciaire étrangère produit sans exequatur, d'elle-même.

65. La convention nous donne, parmi les effets du jugement, après l'exequatur, les principaux d'entre eux.

D'abord, de l'article 2, dans son premier alinéa, nous croyons pouvoir conclure qu'une fois revêtu de l'exequatur, le jugement étranger pourra faire l'objet de toute formalité publique, telle l'inscription ou la transcription sur les registres publics.

Ensuite, le même article 2 énonce que les décisions des juridictions de l'un des Etats rendues exécutoires sur le territoire de l'autre Etat, y entraîneront hypothèque judiciaire dans les mêmes conditions que les décisions émanant des juridictions nationales.

Au point de vue de l'hypothèque judiciaire, l'exequatur du jugement étranger produira l'assimilation de ce jugement avec ceux rendus par les juridictions nationales.

Enfin, c'est la conséquence normale de la force exécutoire, que dire que ce jugement étranger possédera dans le pays de l'exequatur, l'autorité nécessaire qui permettra au dispositif de ce jugement de produire ses effets, en observant toutefois, quant aux voies d'exécution, la loi du pays où celle-ci a lieu.

1. Clunet, 1923, p. 872.

66. Ne pouvant pas énumérer les effets de la décision exequaturée, nous nous bornons à dire que l'exequatur accordé s'étend incontestablement à toutes les conséquences du jugement étranger exprimées dans ce jugement et faisant l'objet des conclusions des parties dans l'instance en exequatur. Toutes les conséquences légales du jugement dans son pays d'origine seront attachées au jugement et se trouvant au dispositif de ce jugement seront le maximum des effets produits, à condition, toutefois, que ce maximum ne soit pas incompatible avec les lois du pays d'exécution, comme pourrait être une contrainte par corps.

Mais ces effets du jugement étranger après exequatur, sont-ils des effets absolus ou relatifs ?

Quant à celui qui déclare la faillite, l'effet du jugement, nous croyons devoir dire qu'il est absolu. On concevrait difficilement que chaque fois que le syndic voudrait l'opposer à un tiers étranger à l'instance en exequatur, soit obligé de demander un nouvel exequatur à cet effet.

Mais les autres jugements de droit privé ?

La convention contient dans l'article 3, une phrase sur ce sujet, qui nous oblige, croyons-nous, à conclure vers la relativité des effets de l'exequatur entre les parties dans l'instance en vue de celui-ci. Article 3, l'exequatur... « Celui-ci a effet entre toutes les parties dans l'instance en exequatur et dans tout le territoire. »

Que celui-ci soit valable dans tout le territoire, c'est logique. Mais il y a par cet article une limitation bien nette de ses effets entre les parties. C'est encore normal. Mais il y a des jugements à effet absolu qui sont, par

exemple, les jugements sur l'Etat, et nous croyons que, comme l'exequatur laisse le jugement étranger produire ses effets normaux, malgré l'article 3 sus-mentionné, ces jugements produiront les effets absolus qu'il sont de leur nature aptes à produire.

Le nouveau Traité

Conclusion

LE NOUVEAU TRAITE

CONCLUSION

Au cours des différents chapitres dans lesquels nous venons d'étudier la convention du 3 juin 1930, nous avons examiné en détail les règles posées par celle-ci, et devant servir à faciliter l'exécution des jugements et autres actes auxquels s'applique le traité; nous pouvons, croyons-nous, avancer que quant à son étendue d'application, la convention de 1930 est complète.

L'exécution de tous les jugements de l'un des deux pays devient, par elle, possible dans l'autre, mais là n'est pas le progrès effectué sur l'ancien traité de 1760.

La présente convention a sur l'article 22 du traité de 1760 plusieurs avantages, dont le plus important est d'avoir posé des règles de compétence. Ces règles, en étant complètes, doivent éviter le refus de l'exequatur, mais elles sont, pour la plupart, des règles facultatives pour les parties. Ces règles étant suivies, et ceci pourra se faire aisément, tous les cas étant prévus, éviteront le refus d'exequatur d'un jugement de l'un des pays par le juge de l'autre. Sur ce point de compétence, la convention a suivi le système du traité franco-badois de 1846. Les règles émises sont formulées en vue de l'exequatur.

Elles peuvent, on vient de le dire, être aisément suivies par les parties, mais le juge ne les appliquera pas d'office, appliquant les règles de compétence de la loi interne, mais dans ce cas l'exécution ne sera pas possible dans l'autre pays, si cette compétence ne concorde pas avec les règles et la convention.

Ce qui est traité tout à fait complètement par notre convention c'est la faillite. Les rédacteurs ne se sont pas bornés d'émettre seulement des règles de compétence juridictionnelle mais aussi législatives, qui présentent des progrès signalés au cours de l'étude que nous leur avons consacrée. Il est regrettable que cela ne soit pas fait aussi à d'autres propos.

D'autre part, la convention de 1930 a sanctionné par une disposition de l'article 3 la création jurisprudentielle sur les possibilités de l'exequatur partiel d'une décision, trouvant deux applications :

a) Quant à la partie des jugements émanant d'une juridiction répressive pour la partie statuant sur l'action civile; et

b) Pour la partie d'un jugement ne violant pas l'ordre public du pays d'exécution.

Nous devons encore remarquer la compétence juridictionnelle unique établie à propos des successions, même immobilières.

Nous devons, maintenant, croyons-nous, avant de finir cette étude mentionner que :

D'après l'article 37 du Titre IV : Les contestations pouvant éventuellement surgir pour l'interprétation et l'application de cette convention, seront soumises à l'arbitrage.

Applicable sur le territoire métropolitain des deux

parties ainsi que sur le territoire de l'Algérie, pourra étendre ses effets par l'échange de notes sur les colonies, pays de protectorat et autres territoires soumis à leur souveraineté.

Etant faite pour une durée de trois ans, elle restera en vigueur après ce terme tant que l'une des parties ne l'aura dénoncé après préavis de six mois.

Elle n'entrera en vigueur qu'un mois après l'échange des ratifications nécessaires.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHELEMY

Vu : *Le Président de la Thèse*,
N. NIBOYET

Vu et permis d'imprimer :
5 Février 1932

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le recteur : l'inspecteur de l'Académie :
A. GODARD

N° 4704

CHAMBRE DES DEPUTES

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1931

Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 5 mars 1931.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE LA LEGISLATION CIVILE
ET CRIMINELLE * CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET
DE LOI *portant approbation de la convention entre la France et
l'Italie sur l'exécution des jugements en matières civile et com-
merciale, signée à Rome le 3 juin 1930,*

PAR M. LOUIS ROLLAND,
Député.

Messieurs,

A la date du 4 novembre 1930, le Gouvernement a déposé, sur le bureau de la Chambre, un projet tendant à autoriser le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention intervenue entre la France et l'Italie, sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale et signée à Rome, le 3 juin 1930.

1. Cette Commission est composée de MM. André Hesse, *président*; Jules Uhry, Cautru, Taton-Vassal, Fernand Brun, Bonnevey, Dalimier, *vice-présidents*; Planche, André Marie, Emile Massé, René Brunet, Appourchaux, Antier, Queinnec, *secrétaires*; Albertin, Augé, Bahier, André Bardon, Bascou, Berthon, William Bertrand, Boissel-Dombreval, Charles Bouissoud, Cuttoli, Delmont, Delport, Faget, Forgeot, Gonnet, Félix Guin, Hymans, Largier, Lefas, Lemelle, Lorgère, Mallarmé, Pernot, Perrin, Ramadier, Ricci, Louis Rolland, Albert Sérol, Sizaire, Ternois.

Voir le n° 3941.

A l'heure actuelle, les règles relatives à l'exécution, dans l'un des deux pays, des jugements rendus par les tribunaux de l'autre, sont contenues dans l'article 22 de la convention de limites, signée le 24 mars 1760, entre la France et la Sardaigne. Ce texte, maintenant applicable à toute l'Italie, a fait l'objet d'une déclaration interprétative du 11 septembre 1860.

D'après l'article 22 de l'accord de 1760, les jugements, rendus dans l'un des deux pays, possèdent de plein droit dans l'autre l'autorité de la chose jugée. Cela ne veut pas dire que l'on peut exciper de l'exception de la chose jugée par cela seul que le jugement a été rendu dans l'un des deux pays. Cela signifie seulement que, dans l'instance en exequatur, les juges sont liés par la chose jugée (Cf. Cass. civ., 22 novembre 1898, S. 1901, I, 239, V. Pillet et Niboyet, *Manuel de droit international privé*, n° 637 et s.).

Pour l'examen qu'ont à faire les tribunaux, appelés à accorder l'exequatur, la déclaration de 1860 précise qu' « il ne peut porter que sur les trois points suivants, savoir :

« 1° Si la décision émane d'une juridiction compétente ;

« 2° Si elle a été rendue, les parties dûment citées et légalement représentées ou défaillantes ;

« 3° Si les règles du droit public ou les intérêts de l'ordre public du pays où l'exécution est demandée ne s'opposent pas à ce que la décision du tribunal étranger ait son exécution ».

Le système ainsi établi présente d'assez sérieuses lacunes. Le traité est, en effet, muet sur beaucoup de points. En particulier, il ne détermine pas à quelles conditions une juridiction ayant rendu une décision dans un Etat est considérée comme compétente par le tribunal appelé à accorder l'exequatur. Il est résulté de là des difficultés nombreuses.



Pour remédier à cette situation et apporter des précisions et des simplifications, a été élaborée la nouvelle convention. Signations, tout de suite, qu'elle est conclue pour une durée de trois années et doit rester en vigueur au delà de ce terme jusqu'à la notification faite par l'une des parties contractantes. Par ailleurs, l'article 38 la déclare applicable au territoire métropolitain et au territoire algérien. L'extension aux colonies et aux pays de protectorat pourra se faire en vertu de simple échange de notes.

Le nouvel accord abroge l'article 22 du traité de 1760 et la déclaration du 11 septembre 1860. A ces textes, il substitue des dispositions nouvelles.

Il se divise en quatre titres consacrés : le premier à l'autorité de la chose jugée et à l'exécution forcée (art. 1^{er} à 9) ; le second, aux règles de compétence judiciaire et à la faillite (art. 10 à 28) ; le troisième, à des dispositions diverses (art 29 à 36) ; le quatrième, à l'application, à l'interprétation et à la durée de la convention (art. 37, 38, 39).

*
**

Il convient de relever d'abord la solution apportée par la convention du 3 juin 1930 à la question de savoir quand une juridiction ayant rendu une décision dans un pays doit être considérée comme compétente par le tribunal de l'autre pays appelé à accorder l'exequatur.

Le principe est établi, dans les premiers articles du titre premier et dans l'article 10 du titre II. Ces textes mélangent les notions d'autorité de chose jugée et d'exequatur. Mais il se dégage de la combinaison des articles premier et 3 un système assez net. En cas de demande d'exécution, dans l'un des deux pays, d'un jugement en matière civile ou commerciale, rendu dans l'autre, l'autorité appelée à accorder l'exequatur doit se borner à vérifier si cinq conditions sont remplies. Il faut :

1° Que la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles du titre II autant qu'elles sont applicables ou, à défaut, selon les règles admises en la matière par la législation du pays où la décision est invoquée.

2° Qu'elle ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où elle est invoquée ;

3° Qu'elle soit passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution, d'après la loi du pays où elle a été rendue ;

4° Que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes et, en cas de décision par défaut, que les défaillants aient été cités en temps utile ;

5° Que la décision ne soit pas en contradiction avec une autre décision déjà prononcée sur le même objet dans le pays où elle est invoquée ou que le même litige n'ait pas été porté par les mêmes parties devant une juridiction de ce même pays avant que la décision invoquée ait été rendue.

C'est la première de ces cinq conditions qui règle la question de la compétence. Le système introduit dans les relations franco-italiennes doit être bien compris.

La juridiction qui s'est prononcée dans l'un des deux pays est considérée comme compétente par le tribunal appelé à accorder l'exequatur dans deux cas :

1° Si elle est intervenue conformément aux règles de compétence internationale établie au titre II de la convention ;

2° Si elle s'est conformée aux règles de compétence de sa propre législation.

Mais, dans le second cas, l'exequatur n'est accordé que si la législation du pays où elle est demandée considère la juridiction intervenue comme compétente. Dans le premier cas, au contraire, la décision est toujours considérée comme émanant d'une juridiction compétente.

Les auteurs de la convention se sont ici inspirés du traité franco-belge du 8 juillet 1899 et du traité franco-suisse du 15 juin 1869.

Il existe toutefois, dans le traité franco-suisse, un article 11 aux termes duquel « le tribunal français ou suisse devant lequel sera portée une demande, qui, d'après les articles précédents, ne serait pas de sa compétence, devra d'office, et même en l'absence du défendeur, renvoyer les parties devant les juges qui doivent en connaître. »

La règle de compétence établie par le traité doit donc être observée même si, dans la suite, on ne doit pas demander l'exequatur.

Le traité franco-italien du 3 juin 1930 ne contient pas de disposition de ce genre. Il s'en suit que les Français en Italie et les Italiens en France peuvent saisir les tribunaux compétents d'après la loi interne. Ils courent seulement alors le risque de se voir refuser l'exequatur si le tribunal n'est pas considéré comme compétent d'après la législation du pays où il est demandé.

Il n'en va différemment que dans le cas prévu à l'article 30. S'agissant de contestations relatives à des obligations nées d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit, les règles par lesquelles la législation d'un des deux Etats déclare ses juridictions compétentes en raison de la nationalité du demandeur ne sont pas applicables si le défendeur étranger a son domicile ou sa résidence dans son pays d'origine ou si l'obligation est née ou doit être exécutée dans le pays du défendeur.

Il suffira d'indiquer, ceci dit, que la nomenclature des tribunaux dont la compétence est réciproquement reconnue sur le terrain de l'exequatur est établie aux articles 11 et suivants. Ce sont :

En matière personnelle et mobilière :

Celui du domicile ou de la résidence (art. 11) ;

Celui du domicile élu (art. 12) ;

Celui de la succursale (art. 13) ;

En matière commerciale :

Celui du lieu où le contrat a été signé et conclu ou celui du lieu où le contrat doit recevoir exécution (art. 14) ;

Celui du lieu où le fait dommageable à réparer s'est produit (art. 15) ;

Celui du lieu où est situé l'immeuble, en cas de contestation concernant la possession, la propriété de l'immeuble et les droits sur celui-ci et certains contrats relatifs à l'immeuble (art. 16) ;

Celui où s'ouvre la succession (art. 17) ;

Celui compétent pour les demandes accessoires et reconventionnelles (art. 18).

Celui compétent en matière de faillite (art. 20 à 27).

Ces dispositions sont complétées par divers articles du titre premier. C'est ainsi que l'article 2 précise que l'exécution forcée et l'accomplissement des autres formalités publiques comme l'inscription et la transcription des jugements sur les registres publics ne peuvent avoir lieu dans un pays autre que celui où la décision a été rendue qu'après que la décision a été rendue exécutoire. Ces décisions ainsi rendues exécutoires entraînent hypothèque judiciaire dans les mêmes conditions que celles émanant des juridictions nationales.

De même les articles 3 et 4 concernent la procédure à suivre pour obtenir l'exequatur. La procédure ancienne de l'envoi de lettres rogatoires disparaît. L'article 3 précise que l'autorité appelée à se prononcer doit se borner à vérifier si les conditions prévues à l'article premier sont remplies. L'exequatur pourra être partiellement accordé. Il faut ajouter que l'article 19 régle les questions de litispendance et que l'article 28 donne la définition du domicile.

Dans l'ensemble, le système ainsi établi doit être approuvé. Organiser des règles de compétence internationale constitue certainement un progrès. Une remarque doit d'ailleurs être faite. Dans le cas où ces règles ne coïncideraient pas exactement avec nos règles de compétence interne, il n'est pas douteux que les tribunaux français doivent être considérés comme habilités par le texte même de la convention, régulièrement promulguée en France, à appliquer à leur propre compétence interne et spéciale, pour les procès visés par le traité, les règles que celui-ci pose en vue de la compétence générale internationale.

*
**

Un autre point important à relever c'est que la convention nouvelle est générale. C'est ainsi qu'elle a prévu l'hypothèse de

l'exécution des jugements de faillite. De même elle s'est occupée de l'exécution dans chaque pays, des sentences arbitrales, des actes authentiques et hypothèques conventionnelles.

Des sentences arbitrales, le traité franco-sarde ne parlait pas. On les assimilait généralement aux jugements et on les soumettait aux mêmes règles. L'article 5 de la convention nouvelle s'est conformé à cette manière de voir, suivant d'ailleurs l'exemple du traité franco-suisse de 1869 et du traité franco-belge de 1899.

Les sentences arbitrales rendues valablement dans l'un des deux Etats sont reconnues dans l'autre et peuvent y être déclarées exécutoires si elles satisfont aux conditions de l'article premier, dans la mesure où ces conditions sont applicables. C'est l'autorité compétente du pays où l'exequatur est demandé qui a qualité pour l'accorder.

Sur les actes authentiques le traité franco-sarde était également muet. Parmi les traités signés par la France, seul le traité franco-belge de 1899 contient une clause à leur sujet. Il dispose (art. 16) que les actes authentiques, lorsqu'ils sont exécutoires dans le pays où ils ont été dressés, peuvent être déclarés exécutoires par une ordonnance du président du tribunal civil du lieu de l'exécution. L'article 6 de la nouvelle convention franco-italienne est plus explicite. Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires par l'autorité compétente du pays où l'exécution est demandée. Cette autorité fait porter seulement sa vérification sur la question de savoir si l'acte remplissait les conditions nécessaires dans le pays où il a été reçu et si ses dispositions n'ont rien de contraire à l'ordre public et aux principes du droit public du pays où l'exequatur est requis.

En ce qui concerne enfin les hypothèques terrestres conventionnelles, l'article 7 décide que celles constituées dans l'un des deux Etats ne peuvent être inscrites et ne produiront effet dans l'autre que lorsque les actes en contenant la stipulation auront été rendus exécutoires par l'autorité compétente. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent les conditions nécessaires à leur validité dans le pays où ils ont été reçus. Ceci s'applique également aux actes de consentement à radiation et à réduction.

L'introduction de ces dispositions est sans nul doute à approuver.

✱
**

Les autres articles de la convention ne méritent que des indications assez rapides.

Dans le titre premier, nous relevons les articles 8 et 9.

D'après l'article 8, les règles établies dans la Convention s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties.

L'article 9 complète la convention franco-italienne du 19 février 1870 relative à l'assistance judiciaire et précise que les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats en faveur d'une partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire seront déclarés exécutoires gratuitement sur le territoire de l'autre Etat, sans qu'il y ait lieu de faire une nouvelle demande d'assistance judiciaire.

Quant aux dispositions diverses contenues dans le titre III, il en est d'abord qui touchent à des questions de compétence interne. Ainsi en va-t-il des articles 29 et 30.

L'article 31 confirme la dispense de caution *judicatum solvi*.

L'article 32 autorise les mesures provisoires en cas d'urgence.

L'article 33 définit les sociétés qui pourront invoquer les dispositions de la convention.

L'article 34 détermine les délais de procédure.

L'article 35, précise, conformément à la jurisprudence, que le changement de nationalité, en cours d'instance, ne peut modifier la compétence d'une autorité régulièrement saisie.

Quant au titre IV, il convient de relever les dispositions de l'article 36. Cet article institue, pour les contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la convention, une procédure d'arbitrage. Chaque partie désigne un arbitre ; les deux arbitres choisissent un surarbitre président. La sentence rendue est définitive et obligatoire.

Toutes ces dispositions sont manifestement inspirées par le souci de mettre fin à un certain nombre de difficultés et de simplifier les règles relatives à l'exécution des jugements dans les deux pays.

Dans leur ensemble, elles nous paraissent devoir apporter des améliorations intéressantes à l'état de choses actuel. Rien ne nous paraît donc devoir s'opposer à l'adoption du projet dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique.

Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale signée à Rome le 3 juin 1930.

Nota. — Voir la Convention annexée au projet de loi n° 3941.

N° 3941

CHAMBRE DES DEPUTES

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1930

Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1930.

PROJET DE LOI

*portant approbation de la convention entre la France et l'Italie sur
l'exécution des jugements en matières civile et commerciale,
signée à Rome le 3 juin 1930,*

(Renvoyé à la Commission de la législation civile et criminelle)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. GASTON DOUMERGUE,
Président de la République française,

PAR M. A. BRIAND,

Ministre des Affaires étrangères,

PAR M. PIERRE-ETIENNE FLANDIN,

Ministre du Commerce et de l'Industrie,

ET PAR M. RAOUL PERET,

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs,

Nous avons l'honneur de présenter à votre approbation une convention entre la France et l'Italie, sur l'exécution des jugements en matières civile et commerciale. Cet accord est destiné à remplacer les stipulations de l'article 22 du traité signé entre la France et la Sardaigne, le 24 mars 1760, confirmé et interprété par les déclarations échangées à Turin, le 11 septembre 1860. Il a paru, en effet, nécessaire de reviser et de compléter les textes actuellement en vigueur. Sur plusieurs points importants, il y avait des lacunes à combler et, sur d'autres, on a pu introduire des précisions.

Le premier point important à décider était de délimiter la compétence réciproque des tribunaux des Etats contractants.

Dans les conventions sur l'exécution des jugements, en effet, le tribunal chargé de donner l'exequatur d'une décision étrangère doit examiner si les conditions suivantes sont remplies :

1° Si la décision est passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution ;

2° Si toutes les parties ont été citées, représentées ou déclarées défaillantes ;

3° Si la décision ne contient rien de contraire à l'ordre public ;

4° Si la décision a été rendue par un tribunal compétent.

C'est cette dernière question qui soulève surtout des difficultés. D'après quelle loi jugera-t-on que tel tribunal était compétent ; celle du pays où la décision a été rendue ou celle du pays où l'exequatur est demandé ? Pour qu'un traité sur l'exécution des jugements ait réellement une portée pratique, il faut que cette question reçoive une solution. Pour y parvenir, on peut suivre plusieurs systèmes. Le premier consiste à indiquer dans l'accord une règle générale. C'est ce qui a été fait dans le projet de convention relative à la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires, rédigé à la Conférence de droit international privé qui s'est tenue à La Haye en 1925. Il fut admis « comme première condition pour la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères que, pour le litige en question, les règles de compétence judiciaire internationale, admises par le droit de l'Etat dans lequel la décision est invoquée, n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat » (Actes de la 5^e session, La Haye. — Imprimerie nationale, 1926, p. 187). Ce résultat ne

parut d'ailleurs pas satisfaisant. « En se référant aux règles du droit national et en laissant aux Etats une liberté complète en cette matière, notre projet ne parvient pas à garantir la réciprocité parfaite entre les divers pays ; ici, on reconnaîtra peut-être des fors qu'on rejettera ailleurs. Il n'y aurait qu'un seul remède à ce mal : ce serait de formuler dans le projet même une liste de fors qui seraient reconnus comme fors internationaux, sans qu'aucune exception y fut admise ; de sorte que les décisions émanant d'un juge compétent, d'après le traité, seraient reconnues et exécutées dans les Etats contractants (*idem*). »

Dans la convention qui vous est soumise, on a cherché à suivre les indications données à la Conférence de La Haye et déjà mises en application par la France avec la Belgique dans le traité du 8 juillet 1899 sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques et, avec la Suisse, dans le traité du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile. Toutefois, entre ces derniers accords et la nouvelle convention franco-italienne existe une différence.

Dans le traité franco-suisse, à l'article 11, il est dit « que le tribunal français ou suisse devant lequel sera portée une demande qui, d'après les articles précédents, ne serait pas de sa compétence, devra d'office, et même en l'absence du défenseur, renvoyer les parties devant les juges qui doivent en connaître ».

Si donc le traité établit une règle spéciale de compétence dans un cas déterminé, cette règle doit être observée même si l'on ne doit pas dans la suite demander l'exequatur pour la décision judiciaire qui en fait application.

Dans la Convention qui vous est soumise (titre I et art. 10), on a posé comme principe général que toutes les décisions judiciaires rendues dans un pays pourraient recevoir exécution dans l'autre si la législation de ce dernier les considère comme rendues par une autorité compétente. Mais sont toujours considérées comme rendues par une autorité compétente celles émanant de tribunaux saisis en se conformant aux règles du titre II, règles qui visent tous les cas les plus fréquents de litiges. Donc, lorsqu'une action sera intentée en France contre un Italien, on aura le choix, soit de suivre les règles ordinaires de compétence française sans exception (sauf sur un point indiqué à l'art. 30), soit en se conformant aux règles du titre II de la Convention. Dans le premier cas, si l'on veut demander en Italie l'exequatur de la décision, on peut risquer un refus pour le motif que cette décision n'est pas

rendue par une autorité compétente d'après la loi italienne ; on ne pourra opposer ce motif de refus dans le second cas. Il y a, d'ailleurs, lieu de noter que les règles inscrites dans le traité sont, le plus souvent, celles des lois de procédure en vigueur dans l'un comme dans l'autre pays.

Le principe fondamental de la Convention est inscrit à l'article premier qui indique également que la décision, pour recevoir l'exequatur, doit être susceptible d'exécution, ne pas être en contradiction avec une autre décision déjà prononcée dans le pays sur le même objet, et que les parties devront avoir été légalement citées et en temps utile, s'il s'agit d'un jugement rendu par défaut.

L'article 2 règle les questions relatives aux inscriptions de jugements sur les registres publics et aux hypothèques judiciaires.

L'article 3 détermine la procédure à suivre pour obtenir l'exequatur qui peut être donné partiellement si la décision contient des parties non susceptibles d'exécution dans le pays.

Les articles 5, 6 et 7 déterminent la valeur des sentences arbitrales, des actes authentiques et des hypothèques conventionnelles.

L'article 8 décide que la Convention, en principe, ne s'applique pas seulement aux actes ou jugements intervenus entre Français et Italiens, mais quelle que soit sa nationalité des parties en cause.

L'article 9 a pour objet de compléter la Convention franco-italienne du 19 février 1870 entre la France et l'Italie, relative à l'assistance judiciaire.

Le titre II de la Convention donne la nomenclature des tribunaux dont la compétence est réciproquement reconnue :

— En matière mobilière et personnelle, celui du domicile ou de la résidence (art. 11) ;

Celui du domicile élu (art. 12) ;

Celui de la succursale (art. 13) ;

— En matière commerciale, celui du lieu où le contrat a été signé et conclu ou celui du lieu où le contrat doit recevoir exécution (art. 14) ;

Celui du lieu où le fait dommageable à réparer s'est produit (art. 15) ;

Celui du lieu où est situé l'immeuble (art. 16) ;

Celui où s'ouvre la succession (art. 17) ;

Celui compétent pour les demandes accessoires et reconventionnelles (art. 18) ;

Celui compétent en matière de faillite (art. 20 à 27).

Les questions de litispendance sont réglées par l'article 19.

Enfin, afin de donner à ces règles le plus de précision possible, on a inscrit à l'article 28 la définition du domicile.

Le titre III contient des dispositions diverses ; aux articles 29 et 30, il touche à des questions de compétence interne. Les tribunaux français ne pourront plus, conformément à la jurisprudence, se déclarer incompétents dans des litiges où des Italiens sont partie, en raison de l'extraénité de ceux-ci. Les Français ne pourront plus assigner devant les tribunaux français les Italiens n'ayant en France ni résidence, ni domicile dans les cas prévus à l'article 30.

L'article 31 confirme pour la caution *judicatum solvi* les dispositions de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile.

L'article 32 autorise les mesures provisoires en cas d'urgence.

L'article 33 définit les sociétés qui pourront invoquer les dispositions de la Convention.

Les sociétés italiennes sont déjà autorisées à ester en justice en France, par décret du 8 septembre 1860, confirmé par l'article 8 de la Convention d'établissement signée à Rome le même jour que la Convention sur l'exécution des jugements.

L'article 34 détermine les délais de procédure.

L'article 35 confirme une règle déjà admise par la jurisprudence, d'après laquelle le changement de nationalité en cours d'instance ne peut modifier la compétence d'un tribunal.

Au titre IV, l'article 36 organise un arbitrage pour l'interprétation de la Convention. Si les tribunaux des deux pays ne donnent pas du texte une interprétation identique, les décisions judiciaires n'en sont pas moins définitives entre les parties. On n'a pas voulu, de part et d'autre, porter atteinte aux droits acquis par des décisions passées en force de chose jugée. Mais les Gouvernements pourront soumettre à l'arbitrage les questions de principe soulevées par ces décisions et, à l'avenir, les tribunaux devront se conformer à la décision d'ordre général des arbitres.

La Convention s'applique au territoire métropolitain et à l'Algérie. Elle peut être étendue aux colonies et pays de protectorat.

Elle a une durée de trois ans, mais peut rester en vigueur après cette date par tacite reconduction.

Telle est, Messieurs, l'économie de la Convention que nous avons l'honneur de vous soumettre et que nous vous prions d'examiner dans le plus bref délai qui vous sera possible.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre des Affaires étrangères, par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique.

Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matières civile et commerciale, signée à Rome le 3 juin 1930.

Une copie authentique de la Convention restera annexée à la présente loi.

Fait à Paris, le 11 octobre 1930.

Signé : GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Signé A. BRIAND.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Signé : P.-E. FLANDIN

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : RAOUL PERET.

ANNEXE

CONVENTION

entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi d'Italie, désireux de préciser et de compléter les accords entre les deux pays relatifs à l'exécution des jugements, ont résolu de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

Son Excellence M. Maurice-Paul-Jean Delarue Caron de Beaumarchais, ambassadeur de la République française près Sa Majesté le Roi d'Italie, commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. Giuseppe De Michelis, ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, sénateur du Royaume ;
lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

De l'autorité de la chose jugée et de l'exécution forcée.

Article premier.

Les décisions rendues en matières civile et commerciale par les juridictions de l'une des Hautes Parties Contractantes ont de plein droit l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre Partie, si elles réunissent les conditions suivantes :

1. — Que la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles du titre II de la présente convention autant qu'elles sont applicables ou, à défaut, selon les règles admises en la matière par la législation du pays où la décision est invoquée ;

2. — Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre

public ou aux principes de droit public du pays où elle est invoquée ;

3. — Que la décision soit passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution d'après la loi du pays où elle a été rendue.

4. — Que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes et, en cas de décision par défaut, que la citation ait atteint en temps utile la partie défaillante ;

5. — Que la décision ne soit pas en contradiction avec une autre décision déjà prononcée sur le même objet par une juridiction du pays où elle est invoquée, ou que le même litige n'ait pas été porté par les mêmes parties devant une juridiction de ce même pays avant que la décision invoquée ait été rendue.

Art. 2.

Les décisions rendues en matière civile ou commerciale par les juridictions de l'une des Hautes Parties Contractantes ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre Partie, ni faire l'objet de la part de ces autorités d'aucune formalité publique, telle que l'inscription ou transcription sur les registres publics, qu'après y avoir été déclarées exécutoires.

Les décisions des juridictions d'un des Etats rendues exécutoires sur le territoire de l'autre Etat y entraîneront hypothèque judiciaire dans les mêmes conditions que les décisions émanant des juridictions nationales.

Art. 3.

L'*exequatur* est accordé à la demande de toute partie intéressée par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

Cette autorité doit se borner à vérifier si les conditions prévues à l'article premier sont remplies : elle procédera d'office à cet examen et devra en constater le résultat dans son jugement. Celui-ci a effet entre toutes les parties à l'instance en *exequatur* et dans toute l'étendue du territoire.

L'*exequatur* peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère.

En accordant l'*exequatur*, le jugement ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle a été rendue exécutoire.

La procédure de la demande en *exequatur* est régie par la loi du pays dans lequel l'exécution est demandée.

Art. 4.

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire, ou qui en demande l'exécution, doit produire :

1. — Une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;

2. — L'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification ;

3. — Les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire ;

4. — Une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile ;

5. — Une traduction des pièces énumérées ci-dessus, certifiée conforme d'après les règles admises par les lois du pays où la décision est invoquée, ou par les traités, sauf dispense de la part de l'autorité judiciaire compétente ;

Art. 5.

Les sentences arbitrales rendues valablement dans l'un des deux Etats sont reconnues dans l'autre et peuvent y être déclarées exécutoires si elles satisfont aux conditions indiquées à l'article premier, autant que ces conditions sont applicables.

L'*exequatur* est accordé par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

Art. 6.

Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'exécution est demandée.

Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'*exequatur* est requis.

Art. 7.

Les hypothèses terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux Etats, seront inscrites et produiront effet dans

l'autre seulement lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'inscription est demandée. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations, qui en sont le complément, réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans un des deux pays.

Art. 8.

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties.

Art. 9.

Les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats en faveur d'une partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite seront déclarées exécutoires gratuitement sur le territoire de l'autre Etat, sans que la partie qui en demande l'exécution soit tenue d'obtenir à nouveau, à cet effet, l'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite.

TITRE II

De la compétence judiciaire et de la faillite.

Art. 10.

Les règles de compétence du présent titre n'ont pour objet que l'application du n° 1 de l'article premier.

Art. 11.

En matière personnelle ou mobilière, dans les contestations entre Français et Italiens, sont compétentes les juridictions de celui des deux pays où le défendeur a son domicile, ou, à défaut de domicile dans l'un des deux pays, sa résidence habituelle.

Si, dans les contestations prévues au paragraphe précédent, il y a plusieurs défendeurs, le demandeur peut, à son choix, porter

son action devant les juridictions du pays du domicile, ou, à défaut de domicile dans l'un des deux pays, devant les juridictions du pays de la résidence habituelle de l'un d'eux.

Art. 12.

Dans les contestations entre Français et Italiens, lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans celui des deux pays où un contrat a été conclu ou doit recevoir son exécution, les juridictions du pays du domicile élu sont compétentes pour connaître des contestations relatives au contrat. L'élection de domicile doit avoir été acceptée expressément par les parties et spécialement pour chaque contrat. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur d'une des parties, celle-ci conserve le droit de saisir tout juge compétent.

Art. 13.

Le Français ou l'Italien qui possède soit un établissement commercial, industriel ou autre, soit une succursale dans l'un ou l'autre des deux pays, est réputé faire élection de domicile dans le pays où est situé l'établissement ou la succursale pour le jugement de toute contestation concernant les contrats directement conclus par l'établissement ou par la succursale.

Art. 14.

Si l'action a pour objet un contrat considéré comme matière commerciale par la loi du pays où cette action est portée, le demandeur français ou italien peut saisir les juridictions de celui des deux pays où le contrat a été conclu ou de celui où il doit recevoir exécution.

Art. 15.

L'action en réparation du dommage causé par un délit ou quasi-délit peut être portée devant les juridictions de celui des deux pays où le fait dommageable s'est produit.

Art. 16.

Les juridictions de celui des deux pays où est situé l'immeuble sont compétentes pour toutes les contestations concernant la possession ou la propriété de cet immeuble et pour celles qui concernent les droits réels sur cet immeuble.

Les contestations concernant les contrats relatifs à l'immeuble et devant être exécutés dans le lieu où est situé cet immeuble peuvent être portées devant les mêmes juridictions.

Art. 17.

En cas de contestation entre Français et Italiens, les juridictions de celui des deux pays où le défunt avait son domicile pourront connaître, quelle que soit la nature mobilière ou immobilière des biens composant la succession :

1. — Jusqu'au partage, des actions en pétition d'hérédité, des actions en partage et de toutes autres actions entre cohéritiers et des actions contre l'exécuteur testamentaire ;

2. — Jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir du jour du décès, des actions en nullité ou en rescision du partage, des actions en garantie des lots et des actions des légataires et des créanciers contre les héritiers.

Art. 18.

Les juridictions du pays où une demande est portée conformément aux règles du présent titre pourront connaître des demandes en compensation, des demandes incidentes ou accessoires et les demandes reconventionnelles.

Art. 19.

Les juridictions de l'un des Etats contractants doivent, si l'une des parties le demande, se dessaisir des contestations portées devant elles quand ces contestations sont déjà pendantes devant les juridictions de l'autre pays, ou quand elles sont connexes à d'autres contestations déjà pendantes entre les mêmes parties devant ces juridictions, sous réserve que celles-ci soient compétentes selon les règles du présent titre.

Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

Art. 20.

Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le domicile d'un commerçant sont compétentes pour déclarer la faillite de ce commerçant.

Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le siège social d'une société commerciale sont compétentes pour déclarer la faillite de cette société.

Art. 21.

Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par une juridiction compétente d'après les règles de l'article précédent s'étendent au territoire de l'autre. Le syndic ou l'administrateur peut, en conséquence, prendre toute mesure conservatoire ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse ; il ne peut toutefois procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'*exequatur* conformément aux règles édictées dans les articles 3 et suivants du titre I. Le jugement d'homologation du concordat rendu dans l'un des deux pays a l'autorité de chose jugée dans l'autre et y est rendu exécutoire d'après les mêmes règles.

Art. 22.

Lorsque la faillite déclarée dans l'un des deux pays comprend une succursale ou un établissement dans l'autre, les formalités de publicité exigées par la législation de ce dernier pays sont remplies à la diligence du syndic ou administrateur au lieu de cette succursale ou de cet établissement.

Art. 23.

Les effets des sursis, concordats préventifs, règlements transactionnels pour quelque cause que ce soit ou liquidations judiciaires organisées dans l'un des deux Etats par les juridictions du pays où se trouve le domicile d'un commerçant s'étendent au territoire de l'autre Etat dans la mesure et sous les conditions spécifiées dans le présent titre relativement à la faillite.

Art. 24.

L'actif de la faillite sera réparti entre les créanciers conformément à la loi du pays où la faillite a été déclarée sans qu'il puisse être fait de distinction entre Italiens et Français en raison de leur nationalité.

La vente des biens meubles ou immeubles sera faite conformément aux lois du pays où ces biens sont situés.

Les privilèges et droits de préférence établis sur les biens meubles ou immeubles sont régis par la loi de l'Etat sur le territoire duquel ces biens sont situés. Toutefois, il n'est rien stipulé en ce qui concerne les navires.

La nomination et les pouvoirs de l'administrateur de la faillite, les formes de procédure à suivre, l'admission des créanciers et la formation du concordat sont réglés par la loi du pays où la faillite a été déclarée.

Cette loi règle l'annulation des actes du débiteur par l'effet de la déclaration de faillite, ainsi que la non-opposabilité de ces actes à la masse.

Art. 25.

Les juridictions du pays où la faillite a été déclarée sont compétentes pour statuer sur les questions qui s'y rattachent.

Les contestations relatives aux privilèges et droits de préférence, ainsi que celles qui sont relatives à la propriété, à la jouissance et à l'usage des immeubles ou à tout autre droit relatif aux immeubles, sont jugées par les juridictions du pays où ces biens sont situés.

Art. 26.

Les effets de la faillite, déclarée dans l'un des deux pays, ne s'étendent pas au territoire de l'autre Partie, si le débiteur a été antérieurement dans un Etat tiers l'objet d'une déclaration de faillite dont les effets doivent s'étendre au territoire de cette autre Partie en vertu des stipulations d'un traité conclu entre elle et cet Etat tiers et si le syndic ou administrateur de cette faillite a déjà fait valoir les droits reconnus par le traité.

Art. 27.

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que chaque Etat contractant applique les mesures édictées par sa législation en vue d'assurer la continuation d'un service public dont est chargée une entreprise en faillite. Sont, d'autre part, réservées les dispositions législatives exceptionnelles adoptées pour des raisons d'ordre public qui pourront être prévues pour la liquidation d'une entreprise déterminée.

Art. 28.

Le mot domicile, tel qu'il est employé dans le présent titre, désigne :

1. — Pour les majeurs jouissant de leur capacité, les mineurs émancipés, les majeurs auxquels est seulement imposée l'assistance d'un conseil pour l'accomplissement de certains actes, le lieu où se trouve le siège principal de leurs affaires

2. — Pour les mineurs, le lieu du domicile du représentant légal ;

3. — Pour le majeur n'ayant pas l'administration de ses biens et le mineur non émancipé, orphelin de père et de mère, le lieu où l'administrateur des biens ou le tuteur a son propre domicile ;

4. — Pour la femme mariée, le lieu du domicile de son mari et, si le domicile du mari est inconnu ou si la femme est séparée de corps ou autorisée à avoir un domicile séparé, le lieu où se trouve le siège principal de ses affaires ;

5. — Pour les sociétés, le lieu où est établi le siège social.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 29.

En matière civile et commerciale, dans les instances portées devant les juridictions françaises par un Italien et devant les juridictions italiennes par un Français, les juges ne peuvent se déclarer incompétents en raison de l'extranéité des parties.

Art. 30.

Les règles par lesquelles la législation d'un des deux Etats déclare ses juridictions compétentes en raison uniquement de la nationalité du demandeur et sans autre titre de compétence en ce qui concerne les contestations relatives à des obligations nées d'un contrat ou quasi-contrat ou d'un délit ou quasi-délit ne seront pas applicables aux ressortissants de l'autre Etat dans les cas suivants :

1. — Lorsque le défendeur a son domicile ou sa résidence dans le pays dont il est ressortissant ;

2. — Lorsque l'obligation est née ou doit être exécutée dans le pays dont le défendeur est ressortissant.

La disposition qui précède devra être appliquée d'office par les juridictions de chacun des deux Pays.

Art. 31.

Aucun dépôt ni caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit de défaut de domicile ou résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des deux Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les juridictions de l'autre Etat.

Art. 32.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux pays peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de ce pays, quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond.

Art. 33.

Toutes les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux sociétés commerciales constituées selon les lois de l'un des deux pays et ayant leur siège social dans ce pays, ainsi qu'à celles qui sont visées au Protocole annexé à la Convention d'établissement du 3 juin 1930, *ad* article 6.

Art. 34.

Lorsqu'un Français domicilié en France sera partie dans une action portée devant les juridictions italiennes ou devra accomplir une formalité en Italie et lorsqu'un Italien domicilié en Italie sera partie dans une action portée devant les juridictions françaises ou devra accomplir une formalité en France, les délais prévus par les lois de procédure seront augmentés d'un mois, à moins que ces lois elles-mêmes n'accordent un délai plus long.

Art. 35.

Le changement de nationalité en cours d'instance ne modifie pas la compétence d'une autorité régulièrement saisie.

Art. 36.

Les stipulations de la présente Convention ne dérogent pas aux dispositions des autres accords réglant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au sujet de matières spéciales.

TITRE IV

Application, interprétation, durée de la Convention.

Art. 37.

Toutes les contestations qui s'élèveraient entre les Hautes Parties Contractantes relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, pourront être soumises à l'arbitrage à la demande de l'une ou de l'autre de ces Parties.

Dans ce cas, chacune des Parties Contractantes nommera un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés choisiront un surarbitre qui sera Président. Les deux Parties rédigeront un compromis précisant les questions de principe que les arbitres devront trancher au sujet de l'interprétation ou de l'application de la Convention.

Les arbitres se réuniront sur le territoire de celui des Etats qui a demandé l'arbitrage.

La sentence arbitrale sera définitive et obligatoire.

Elle ne pourra porter atteinte à des droits acquis en vertu de décisions judiciaires passées en force de chose jugée.

Art. 38.

La présente Convention sera applicable sur le territoire métropolitain des deux Parties et sur le territoire de l'Algérie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'appliquer d'un commun accord, par échange de notes, la présente Convention aux colonies, pays de protectorat et autres territoires soumis à leur souveraineté ou à leur autorité.

La présente Convention abroge et remplace l'article 22 du traité du 24 mars 1760 entre la France et la Sardaigne et la Déclaration échangée le 11 septembre 1860 entre la France et la Sardaigne.

Art. 39.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Elle aura une durée de trois ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties Contractantes n'aura

pas notifié par un préavis de six mois son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le trois juin mil neuf cent trente.

(L. S.) BEAUMARCHAIS.

(L. S.) GIUS. DE MICHELIS.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDINET (E.). — La Convention franco-italienne du 3 juin 1930. (*Revue de Droit international Privé*. (A. Darras), 1931, p. 627.)
- BARTIN (E.). — Principes de Droit International Privé, selon la loi et la jurisprudence françaises. Editions Domat-Monchrestien, Paris 1930.
- BARTIN (E.). — Etudes sur les effets internationaux des jugements. Paris, 1907.
- BRACHET (P.). — De l'exécution internationale des sentences arbitrales. Thèse, Paris, 1928.
- CUCHE (P.). — Précis de procédure civile. Dalloz, 1927.
- COLIN (A) et CAPITANT (H.). — Droit civil français. (Dalloz), Paris, 1924.
- DELÉANU. — L'effet international de la faillite. Thèse, Paris, 1921.
- NIBOYET (J.-P.). — Manuel de Droit international privé. Paris. Sirey, 1928.
- PILLET (A.). — Traité pratique de droit international privé. 2 t. Paris, Sirey, 1924.
- PILLET (A.). — Les conventions internationales. Paris, 1912.
- THALLER (E.) et PERCEROU (J.). — Traité élémentaire de Droit commercial. Rousseau et Cie, Paris, 1925.
-

REVUES CONSULTÉES.

- Journal de Droit international privé*. Clunet.
- Revue de Droit international privé*. Darras.
- Répertoire de Droit international privé* (de J. appradelle): *Vis Décisions judiciaires* par Perroud.
- Répertoire Dalloz*.
- Recueil Sirey*.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

ETENDUE D'APPLICATION DU TRAITE.....	13
Section I. — Jugements auxquels s'applique le Traité	13
1. Décisions judiciaires en général auxquelles s'applique le Traité. — 2. Décisions de la juridiction gracieuse. — 3. Décision d'une juridiction répressive statuant sur l'action civile. — 4. Jugements exécutoires par provision. — 5. Jugements par défaut.	
Section II. — Les sentences arbitrales	20
6. Desquelles sentences s'agit-il. — 7. Sentences à éliminer. — 8. L'ancien traité. — 9. Le nouveau traité et conditions de la sentence. — 10. Autorité compétente à accorder l'exequatur. — 11. En Italie. — 12. En France. — 13. Autorité de la chose jugée et effet de la sentence après l'exequatur.	
Section III. — Actes authentiques	25
14. Quels sont ces actes. Force probante. Force exécutoire. — 15. Autorité compétente à accorder l'exequatur. — 16. Les hypothèques conventionnelles, principe consacré.	
Section IV. — La Faillite	29
17. Les principes. — 18. Notre convention. — 19. Compétence. Faillite du commerçant — d'une société. — 20. Unité et universalité de la faillite. — 21. Tempéraments portés par notre convention à ces principes. — 22. Compétence législative. — 23. Inefficacité de la faillite dans l'autre pays. — 24. Extension des dispositions de la convention. — 25. L'exequatur du jugement de faillite. — 26. Conclusion.	

CHAPITRE II

COMPETENCE	45
27. Enoncé des conditions de l'exequatur. — 28. Caractère des règles de compétence du traité. — 29. Compétence en matière mobilière et personnelle. — 30. Le domicile d'après le traité. — 31. L'élection de domicile. — 32. Présomption d'élection de domicile. — 33. Compétence en matière réelle immobilière. — 34. Demandes connexes et litispendance. — 35. Compétence par connexité. — 36. Incompétence pour litispendance. Règles de compétence pour des questions spéciales. — 37. Délits et quasi-délits. — 38. Contrats commerciaux. — 39. Successions. — 40. Portée de l'article 17. — 41. Son application d'après le traité.	

CHAPITRE III

L'ORDRE PUBLIC 65

42. Impossibilité de définir et déterminer son application. — 43. Etude des cas présentés sous l'empire de l'ancien traité. — 44. Sens actuel de l'ordre public d'après la jurisprudence française. — 45. Jurisprudence. — 46. Notre convention. — 47. Notre convention. — 47. Questions que va soulever notre convention. — 48. L'exequatur partiel.

CHAPITRE IV

QUESTIONS DIVERSES 75

49. Prolongation des délais. — 50. Dispense de la *cautio judicialum solvi*. — 51. Suppression de l'incompétence pour extranéité. — 52. Suppression du privilège de nationalité.

CHAPITRE V

L'INSTANCE EN EXEQUATUR 83

53. Les Principes. — 54. Principaux systèmes. — 55. Système institué par notre convention. — 56. Caractère nécessaire de l'exequatur.

Section I. — L'instance 88

En France. — 57. Autorité compétente à accorder l'exequatur. — 58. Procédure. — 59. Formalités requises par le Traité. — 60. Extension du bénéfice de l'assistance judiciaire.

Section II. — 92

En Italie. — 61. Autorité compétente, actuellement et d'après le nouveau Code de procédure civile.

CHAPITRE VI

LE JUGEMENT D'EXEQUATUR ET SES EFFETS... 95

Le jugement. — 62. Impossibilité pour le jugement d'exequatur de contenir des dispositions modifiant le dispositif du jugement étranger. — 63. Disposition que ce jugement devra contenir. — 64. Effets du jugement d'exequatur, leur point de départ. — 65. Les effets du jugement exequaturé. — 66. Etendue de ces effets.

CONCLUSION. — LE NOUVEAU TRAITE..... 103

Annexes. — Rapport de M. Louis-Rolland; au nom de la commission de la législation civile et commerciale présenté à la Chambre. — Projet de loi contenant le texte de notre convention.

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris.
